

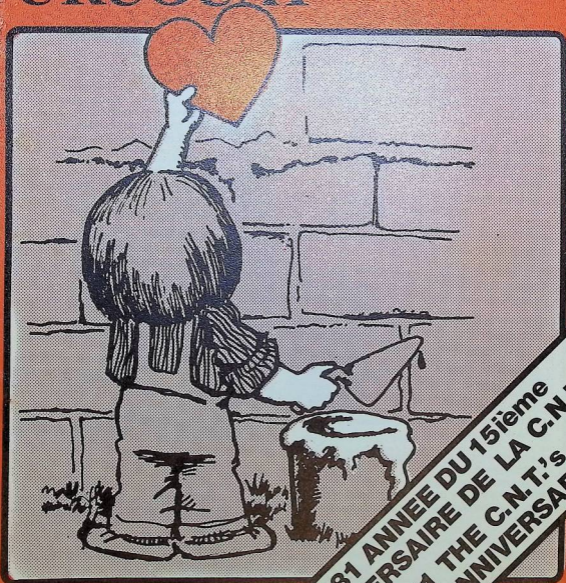
C.N.T.



UNIDAD, SOLIDARIDAD Y LUCHA
UNITÉ, SOLIDARITÉ ET LUTTE
UNITY, SOLIDARITY AND STRUGGLE

3

URUGUAY



1981 ANNEE DU 15^{ème}
ANNIVERSAIRE DE LA C.N.T.
1981 THE C.N.T.'s
15th. ANNIVERSARY.

1er MAI 1981

● A nos camarades qui à l'intérieur du pays, avec notre peuple, que dès tous les lieux de travail, dans la clandestinité où dans les prisons, résistent et affrontent la répression que sur toute la population déchainent les bureaux de la dictature.

● Aux travailleurs et aux peuples frères de l'Amérique Latine et d'autres régions, qui de diverses façons luttent pour leurs droits et libertés, pour leur bien-être, contre l'imperialisme et la paix.

● Aux travailleurs et aux organisations syndicales de tous les pays qui dans le monde déploient sans cesse la solidarité avec la lutte de notre peuple.

● A tous les camarades et leurs familles qui se sont vus obligés à prendre l'exile, et qui militent avec abnégation, développant la solidarité et qui souhaitent leur prompt retour pour contribuer à la reconstruction de la Patrie.

A l'occasion de la Journée Internationale des Travailleurs, l'Organisme Coordinateur Extérieur de la Convention Nationale des Travail-

leur de la Convention Nationale des travailleurs, exprime sa fraternelle salutation militante et solidaire.

La classe ouvrière et le peuple uruguayen, qui ont fait échouer avec leur NON catégorique le «cronogramme» des militaires fascistes, aujourd'hui affrontent un nouveau plan politique qui prétend à nouveau institutionnaliser le régime dictatorial.

La dictature, avec son projet de Loi du Travail veut maintenir légalisée la répression systématique contre les travailleurs, condition requise pour l'imposition de l'actuel modèle économique, avec son contenu antipopulaire et antinational.

Le renversement de la dictature et l'exigence d'un gouvernement provisoire qui convoque une Assemblée Constituante populaire intégrée par tous les secteurs et courants d'opinion, constituent une clameur populaire.

A la Journée des Travailleurs, nous faisons un appel pour intensifier la solidarité et la lutte, avec la confiance en l'indépendance de la classe ouvrière et la force de ses organisations syndicales, qui sont la meilleure garantie de défense de ses intérêts et ceux de tout le peuple uruguayen.

Nous faisons un appel à redoubler les efforts pour imposer une Amnistie Générale et absolue, que soient capables de concrétiser cette aspiration à bref délai, en empêchant les risques d'encore plus de souffrance pour les milliers de prisonniers, à travers la demande de leur liberté comme exigence principale.

Nous faisons un appel à multiplier les actions solidaires avec tous les peuples qui luttent pour leur liberté, en particulier avec le peuple du Salvador et de toute notre Amérique Latine.

Nous réitérons notre compromis de multiplier nos efforts pour le développement de la solidarité, à travers tous les secteurs, qui d'une façon conséquente, ont su interpréter les aspirations de nos peuples, et auxquels nous voulons exprimer notre reconnaissance.

Vive l'unité de notre peuple en sa lutte pour renverser la dictature et rétablir la démocratie.

Vive la solidarité internationale avec la lutte de notre peuple et les autres peuples du monde, pour les idéaux de liberté, de paix et de justice sociale.

Vive l'unité des travailleurs, jointe à la Centrale Nationale des Travailleurs et ses Syndicats.

ORGANISME COORDINATEUR DES
ACTIVITES DE LA C.N.T.
A L'EXTERIEUR.

1er may 1981.





FELIX DIAZ

L'UNIQUE EXPLICATION

Quand le peuple uruguayen a dit son NON énergique aux tentatives de légitimer la dictature par un plébiscite, certaines personnes se demandaient, incrédules et étonnées: Comment ce miracle a-t-il pu se faire? Comment est-il possible qu'un peuple sans moyens de propagande, sans droit de réunion, sans accès à la radio, à la télévision puisse faire la concurrence à la machine bien huilée de propagande du régime? Comment se fait-il qu'après près de huit années de dictature et malgré la terreur idéologique et physique on obtienne ce résultat électoral? Quel est le secret de cette merveilleuse victoire?

Il n'y a pas deux interprétations, il n'y en a qu'une: le peuple uruguayen n'a jamais été forcé à genoux. Certes, il est en reconnaissant les dures épreuves qu'il a dû traverser, ce qui, à notre modeste avis, ne fait que rehausser la valeur de cette victoire.

On ne peut pas nier que malgré l'héroïsme de notre classe ouvrière et d'autres couches de la population au cours de la grève générale du 27 juin au 12 juillet 1973 il n'a pas été possible d'empêcher l'avènement du fascisme en Uruguay. Il n'a pas été possible d'empêcher la dictature de liquider par le sang, le feu et la mort tout ce qui restait encore de démocratie dans le pays, cette démocratie n'étant un cadeau de personne, mais le fruit de longues années de lutte arrosées du sang généreux d'hommes et de femmes comme Julia Escorino, María del Carmen Díaz, Dantier Gómez, Ruben Paleo, César Muñoz, Urián Correa et bien d'autres. Mais personne ne peut nier non plus qu'une dictature qui a comme seul soutien (bien que ce ne soit pas peu) les baïonnettes, ne peut jamais devenir le vainqueur du peuple uruguayen, car elle n'a jamais eu une seule minute de trêve. Notre classe ouvrière, notre jeunesse, etc. n'ont jamais accepté l'hypothèse de la déroute définitive et ont su trouver le chemin de l'affrontement permanent bien que dans les pires conditions. L'arrêt de la grève générale, qu'il était devenu impossible de poursuivre, (du moins en ce qui concerne son caractère général), a conduit à la recherche de nouvelles formes de lutte, qui tout en n'étant pas inédites dans notre pays, correspondaient aux réalités opérationnelles, susceptibles d'aboutir. La classe ouvrière, la jeunesse et d'autres ont eu recours, entre autres, à certaines mesures, définies comme objectif par la dictature, mais aux mains des couches populaires ces objectifs se sont modifiés et sont devenus des armes efficaces contre la dictature même. La réaffiliation syndicale, les élections universitaires, les commissions paritaires, etc. sont une preuve déterminante de ce que nous avançons, ainsi que les grèves de Comagen, les luttes des travailleurs de transports, des ouvriers du bâtiment, des employés de banque, etc. et qui ont culminé par cette magnifique manifestation du 1er mai 1980. Sans parler de la valeur immense de la propagande permanente et systématique, parfois léga-

le, parfois clandestine qui prend des formes différentes.

Cette action permanente, cette lutte continue, souvent obscure, grise, pleine de sacrifices a été la base fondamentale de cette grande victoire du 30 novembre. Quand nous parlons du processus de cette victoire nous ne pouvons résister à la tentation de reprendre les paroles de Mario Benedetti: Et la victoire grandira lentement, comme grandissent toutes les victoires!...

Voilà comment s'est forgée cette victoire, lentement, mais elle ne s'est pas forgée toute seule, elle a été arrosée par la sueur de notre peuple, par les larmes de ceux qui ont perdu des parents dans cette dure bataille, par l'attitude exemplaire de nos prisonniers, par l'unité croissante de tous les antifascistes, par cette magnifique solidarité internationale dont nous avons bénéficié, par le travail quotidien des exilés, etc.

De même que la grève générale n'a pas été une explosion spontanée, mais l'application des résolutions de la C.N.T., le 30 novembre n'a pas été une action spontanée et explosive d'un peuple désorienté et désillusionné, mais l'action consciente d'un peuple qui sait ce qu'il veut et qui a construit pierre par pierre le grand édifice de l'unité antifasciste.



Un aspect de la résistance pendant l'héroïque grève générale.

Un long cordon ombilical unit la grève générale du 30 novembre, qui passera par ce 30 novembre ou par les actions en cours pour atteindre la grande victoire finale que notre peuple célébrera sous peu aux côtés de tous les peuples du monde à la chute de la dictature uruguayenne.

De même que ceux qui ne voyaient pas les luttes quotidiennes de notre peuple avec la classe ouvrière en tête se sont trompés, ne croyant pas en la possibilité de ce NON énergique, ceux qui considèrent que par la victoire du 30 novembre nous avons renversé le fascisme se trompent aussi et d'une manière non moins dangereuse. Nous lui avons asséné un coup très dur qui l'approche de la déroute inexorable, mais nous ne

C.N.T.

UNIDAD, SOLIDARIDAD Y LUCHA
UNITÉ, SOLIDARITÉ ET LUTTE
UNITY, SOLIDARITY AND STRUGGLE

Publication trimestrielle à l'attention de la
Convention Nationale des Travailleurs de l'Uruguay

3

— organisme coordinateur —

SOMMAIRE N° 3 — ANNEE 1981

- Premier mai 1981 page 2
- L'unique explication page 3
- Activités de la C.N.T. page 5
- Rencontre extraordinaire de l'Organisme Coordinateur page 6
- Respecter la volonté du peuple uruguayen page 7
- La Régionale Amérique de l'Organisme Coordinateur des activités de la C.N.T. à l'extérieur s'est réunie à la cité Panama pag 8
- Beau geste... page 9
- L'Université uruguayenne et la C.N.T. page 10
- Une politique économique, au détriment du pays page 12
- El Salvador page 13
- L'utilité des essules glaces page 14
- Que c'est bon d'essayer page 16
- Aux travailleurs page 18

Notre couverture :

Dessin publié à Bruxelles (Belgique) par l'organe de presse de la Centrale Syndicale Chrétienne (C.S.C.) à l'occasion de la Journée Mondiale des disparus.

Rédaction :
POSTBUS 643
3700 AP ZEIST
HOLLAND

1981 ANNEE DU 15^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA C. N. T.



● Le 18 novembre 1980, les représentants de la C.N.T. au sein de l'O.I.T., les camarades Daniel Raidassari, Ricardo Vilaró et Roberto Olmos, lors d'un entretien à Genève (Suisse) avec le professeur Philippe Cahier et M. Manuel Araoz, envoyés par M. le Directeur général de l'O.I.T. en Uruguay en mission pour prendre des contacts directs et examiner avec les représentants de la dictature les sujets considérés depuis des années par le Comité des Libertés syndicales de l'O.I.T. - concernant la violation permanente, de la part de la dictature, des droits et libertés syndicales, la persécution, emprisonnements, torture, assassinats, disparitions et procès illégaux dont sont victimes les travailleurs, et en particulier les syndicalistes, d'Uruguay. Nos représentants ont informé en détail sur la situation réelle existant en Uruguay, présentant des documents écrits, tels le Projet d'une constitution que le peuple a refusé par un NON lors le vote du 30 novembre dernier et qui contenait des dispositions à l'égard des activités syndicales violant les Conventions et Recommandations de l'O.I.T.

● Le 24 novembre 1980, une délégation de l'Organisme de Coordination des Activités de la C.N.T. à l'étranger, composée des camarades Ricardo Vilaró, Daniel Baldassari et José Rivas, a eu des entretiens avec Enzo Friso et Juan José del Pino, représentants de la CISL, à son siège à Bruxelles. Nos représentants ont fourni une large information sur nos activités et plans de travail, sur le plebiscite relatif à la Constitution, devant avoir lieu six jours après. L'entretien portait sur le problème des droits syndicaux en Uruguay et dans d'autres pays d'Amérique Latine, sur les droits de l'Homme, la Journée Mondiale que la C.N.T. organise le 19 mars et les formes de coopération entre les deux organisations.

ACTIVITES DE LA C.N.T.

● A Stockholm (Suède), s'est réunie le 28 février dernier la Commission de l'Organisme coordinateur à l'attention des pays de l'Europe du Nord. Y ont pris part les camarades Ignacio Hugué, Eugenio Bentaberry, Antonio Adourian et Daniel Baldassari. Lors de la réunion ont été examinés tous les aspects concernant l'application des plans de travail et accords pris par l'Organisme de coordination à sa réunion de janvier en France. A été soulignée la nécessité de se rendre en Norvège et au Danemark pour prendre des contacts et préparer les activités dans d'autres pays de la zone.

● Les 2 et 3 mars, une délégation de la C.N.T. composée par notre camarade Daniel Baldassari de l'Organisme de coordination et notre représentant en Norvège, le camarade Hæctor Campomar, a fait une série de démarches à Oslo. Ils ont eu des entretiens avec le secrétaire du département international de la centrale ouvrière norvégienne, le camarade Eidar Trulsen; avec le secrétaire personnel du ministre des Affaires Etrangères de la Norvège, M. Bernt Bull, et le chargé d'affaires des pays de l'Amérique Latine du ministère; avec le secrétaire des relations internationales du Parti socialiste de gauche (SV); avec Oddvar Stolen du Syndicat des constructions municipales et du pétrole. Lors de ces entretiens, nos camarades ont bien expliqué la situation actuelle en Uruguay, celle des droits syndicaux, le grave danger qui menace les vies des emprisonnés syndicaux et politiques, les nouveaux plans de la dictature visant à légaliser ce régime honteux de terreur, et notamment les plans de la dictature de faire approuver une loi syndicale anti-démocratique qui a pour objectif d'annuler la voix populaire du 30 novembre et de tricher sur la volonté du peuple uruguayen. On a examiné également avec les organisations syndicales rencontrées les formes de coopération avec nos organisations. En plus, nos représentants ont accordé deux

interviews à la presse norvégienne. Le camarade Baldassari a rencontré aussi les membres uruguayens du Comité Uruguayen d'Oslo auxquels il a expliqué l'évaluation de la C.N.T. de la situation actuelle, les plans de travail et la nécessité de se joindre aux activités de la C.N.T. en Norvège, en tant qu'une forme concrète de solidarité syndicale avec les travailleurs et le peuple de notre pays. L'exposé ainsi que la suggestion de se joindre au travail de la C.N.T. ont trouvé un écho favorable.

● Les 4 et 5 mars, le représentant de l'Organisme de coordination, le camarade D. Baldassari, a séjourné à Copenhague, au Danemark. Il y a rencontré un groupe de camarades, anciens syndicalistes de la C.N.T. et de ses organisations affiliées en Uruguay, ainsi que les membres du Comité Uruguayen au Danemark. Lors de la première réunion a été constituée la Commission de travail de la C.N.T. au Danemark, composée de cinq camarades, anciens syndicalistes en Uruguay. A la réunion avec les compatriotes uruguayens membres du Comité Uruguayen, Baldassari les a informés largement sur les activités de l'Organisme de coordination de la C.N.T. à l'étranger, de ses plans, de la nécessité de se joindre au travail de la C.N.T. et, dans le cas concret du Danemark, d'appuyer la Commission de travail récemment constituée par une participation active à ses activités et lui inculquer des idées et opinions visant à la réalisation des objectifs poursuivis, c'est-à-dire promouvoir un mouvement de solidarité maximum avec les combattants à l'intérieur du pays, avec les emprisonnés et leurs familles, dans le but d'approcher le jour du renversement de la dictature. Accompagné par les membres de la Commission de Travail, Baldassari a eu des entretiens avec le secrétaire des relations internationales de la centrale ouvrière du Danemark (LO), le camarade Peer Carlsen; avec le secrétaire général du Syndicat des Arts graphiques, le cama-

rade Kjeld Olsen; ainsi qu'avec trois membres de la direction du Syndicat des métallurgistes. Aux cours de toutes ces rencontres, a été exposée la situation en Uruguay, celle des libertés démocratiques et des droits syndicaux, ainsi que la loi anti-démocratique relative à l'activité syndicale que la dictature se propose d'approuver, entre autres.

● C.N.T. a été invitée à participer au Colloque sur la politique visant à instituer le régime d'exception que le peuple uruguayen refuse. Organisé par le SIJAU et appuyé par l'Association internationale des juristes démocrates, le Centre pour l'indépendance des juges et avocats, la Commission internationale de Juristes et la Fédération internationale des Droits de l'Homme, ce Colloque a eu lieu les 27 et 28 février dernier. Notre centrale qui n'a pas pu venir a envoyé une lettre exprimant son appui à cet événement important.

● Nous venons d'apprendre que le dirigeant des travailleurs du Textile uruguayens Juan Angel Toledo a été libéré. Détenu le 14 juin 1977, à l'aube à son domicile, il est resté en prison trois ans et demi, deux fois plus qu'une condamnation formelle, car pendant un an et demi il a été détenu pour des «mesures de sécurité». Mais pour obtenir sa liberté, il a dû abandonner le pays. Ayant obtenu le visa du gouvernement suédois, il est venu le 9 janvier de l'année en cours dans ce pays. Voici un nouveau camarade que la lutte et la résistance de notre peuple unies à la solidarité internationale réussissent à arracher des griffes du fascisme. Au moment, où nous saluons sur ces pages notre cher camarade, vétéran du mouvement syndical de notre pays, nous renouvelons notre appel à poursuivre la lutte pour obtenir la libération de tous les emprisonnés syndicaux et politiques.

RENCONTRE EXTRAORDINAIRE DE L'ORGANISME DE COORDINATION DES ACTIVITES DE LA C.N.T. A L'ETRANGER

Les 24 et 25 janvier 1981 s'est réuni à Paris, l'Organisme de Coordination des Activités de la C.N.T. à l'Étranger. La réunion a bénéficié de la solidarité des travailleurs français et de la collaboration de la Commission de la C.N.T. en France.

La réunion a examiné les progrès de la Résistance, notamment des luttes syndicales à l'intérieur du pays, et en particulier la situation nouvelle qui s'est créée après le refus populaire manifesté lors du plébiscite le 30 novembre 1980 et les tâches primordiales à réaliser dans l'étape qui s'ouvre.

De même les participants ont exposé les expériences, les actions et les manifestations de solidarité depuis la rencontre de Rome, Italie, en octobre 1980.

Dans ce sens, on a porté une appréciation positive sur ce qui a été fait pour isoler et condamner internationalement le plan politique de la dictature et l'étape du plébiscite.

La réunion s'est déroulée dans un climat fraternel où on a procédé à un échange franc et approfondi d'idées, à la confrontation des points de vue sur les sujets les plus brûlants de la situation actuelle et des chemins et consignes permettant d'en sortir, avec la préoccupation permanente de servir au mieux les intérêts de la classe travailleuse et de notre peuple.

La réunion a conclu que la victoire du 30 novembre avait une grande importance, mais qu'en même temps il devenait nécessaire de se préparer à affronter et à déjouer les nouvelles tentatives de la dictature pour s'institutionnaliser.

Il est clair qu'à présent, par l'intermédiaire du Conseil d'État, elle tentera de faire approuver le projet de loi sur les activités syndicales qui a été durement critiqué par l'O.I.T. et le mouvement syndical international, car il viole de façon flagrante les Conventions Nos. 87 et 98 de



Réunion extraordinaire qui a eu lieu les 24 et 25 janvier à Paris, sur la photo on reconnaît les camarades, de gauche à droite Roberto Olmos, Ignacio Huguet, Sixto Amaro, Felix Diaz, Carlos Bouzas, Daniel Baldassari, Ernesto Goggi, Luis Romero, Antonio Adourfan et Ricardo Villaró.

La journée mondiale, tenue le 31 octobre 1980 à l'appel de la C.N.T., en faveur des personnes disparues et de la dénonciation du «chronogramme» d'institutionnalisation et du plébiscite, a posé un des jalons les plus importants dans l'activité de la C.N.T. à l'étranger.

A cette Rencontre Extraordinaire participaient tous les membres de l'Organisme de Coordination et en conformité avec la résolution de la 11ème. Rencontre de Stockholm, Suède, le camarade Luis Romero, représentant du Syndicat du Caoutchouc, a été incorporé à cet organisme.

l'O.I.T., entre autres accords en vigueur, et qui a été refusé lors du plébiscite du 30 novembre par le peuple qui a voté NON. De cette façon, la dictature se propose d'ignorer la volonté populaire pour maintenir la répression systématique des travailleurs, condition indispensable pour imposer l'actuel modèle économique de contenu antipopulaire et antinational.

Les différentes expressions des travailleurs et de tout notre peuple forment une clameur populaire immense pour la chute de la dictature, l'exigence d'un gouverne-



RESPECTER LA VOLONTE DU PEUPLE URUGUAYEN

Empêcher l'approbation de
la loi syndicale antidémocratique.

DANIEL BALDASSARI

Le peuple uruguayen a remporté une victoire historique retentissante dans sa lutte contre la dictature: le 30 novembre dernier en dépit de la fraude, du chantage, du mensonge officiel, de l'absence totale des droits et libertés démocratiques, il s'est prononcé de façon écrasante contre le plan politique de la dictature qui prétend institutionnaliser son ignoble régime terroriste.

La dictature a été momentanément paralysée par le choc subi. Les chefs fascistes prétendaient dans leurs déclarations ôter toute importance au résultat du plébiscite, tout en essayant de gagner du temps, de se remettre de cette déroute et de reprendre l'initiative que par son combat le peuple lui avait retirée et qui après l'énergique NON demandé avec une énergie renouvelée la chute de la dictature, la convocation d'une véritable assemblée constituante avec une base populaire, une amnistie large et sans restriction devant déterminer la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et syndicaux et le rétablissement de tous les droits.

Mais personne ne doit se tromper, les chefs fascistes chercheront par tous les moyens à modifier cette situation, à définir de nouveaux plans d'institutionnalisation qui leur assureront le maintien du pouvoir, ce qui intensifie le danger de nouvelles provocations répressives, comme facteur d'unification, tel qu'on a déjà pu s'en rendre compte lors des provocations et actes de répression contre les prisonniers politiques et leur familles, avec de nouveaux crimes, comme avec l'assassinat par la torture ou ses suites d'Edmundo Rovira, Jorge Dabo, Emilio Fernandez et Hugo Dermit, ce dernier lorsqu'ils devaient être transférés de la prison de Libertad à la Direction de la Police de Montevideo pour être libéré et déporté en Suède, pays qui lui avait accordé son visa.

La tentative de changer la situation, de crever la volonté du peuple uruguayen s'exprime également dans l'intention annoncée par la dictature d'approuver au Conseil d'Etat, le projet de loi sur les associations professionnelles présenté en décembre 1979, mais il est bloqué par l'avalanche de critiques adressées à ce projet par les organisations syndicales du pays, l'O.I.T. et le mouvement syndical international, par toutes les forces démocratiques du monde y compris des personnalités et des gouvernements.

La dictature cherche à obtenir le consentement de l'O.I.T., le feu vert pour le projet de loi qui est une violation des Conventions Nos. 87 et 98 de cette organisation, de la Constitution de l'O.I.T., des lois et de la Constitution de la République; des dispositions contenues dans ce projet de loi figurent également dans le projet de Constitution rejeté par le peuple de 30 novembre dernier. A présent, la dictature prétend «noyer» ce prononciamiento en adoptant au Conseil d'Etat ce que le peuple a refusé au scrutin.



Affiche en faveur du SI dans les rues de Montevideo

Les travailleurs uruguayens ont clairement exprimé qu'ils demandaient le droit de s'organiser librement sans aucune sorte d'ingérence ou de paternalisme, aux termes des dispositions reconnues à l'échelle internationale, notamment les Conventions Nos. 87 et 98 de l'O.I.T. Notre Centrale appelle toutes les organisations syndicales, toutes les forces démocratiques à se prononcer et condamner une fois de plus, avec l'approbation de la communauté internationale, la dictature fasciste qui prétend s'enterrer au pouvoir par l'institutionnalisation de son régime.

Nous appelons à rejeter la prétention de la dictature d'approuver une loi syndicale antidémocratique, avec l'acceptation et le soutien de toutes les forces démocratiques.

La solidarité internationale avec les travailleurs et le peuple d'Uruguay est un stimulant permanent pour la lutte antidictatoriale; la lutte à l'intérieur du pays, appuyée par la solidarité internationale mettra une fois de plus un terme aux plans de la dictature et la victoire du 30 novembre peut se transformer en une véritable solution démocratique pour notre peuple.

«REGIONAL AMERICA»

LE COMITE REGIONAL D'AMERIQUE DE L'ORGANISME DE COORDINATION DES ACTIVITES DE LA C.N.T. A L'ETRANGER S'EST REUNI A PANAMA.

Du 4 au 7 février dernier s'est tenue à Panama la deuxième réunion de notre comité régional d'Amérique, qui a adopté la Résolution générale suivante:

«Entouré de la solidarité de la classe ouvrière, des forces démocratiques et progressistes et du gouvernement panamien, en l'année du 15^{ème}. anniversaire de la C.N.T. le Comité régional d'Amérique de l'Organisme de Coordination des Activités de la Convention Nationale des Travailleurs d'Uruguay s'est réuni pour la deuxième fois du 4 au 7 février 1981.



Entretien dans le Parlement Panaméen avec le Legislateur Mr. Luis Cohen et le Président de l'Assemblée Nationale des Représentants Dr. Luis De Leon Arias s'entretenant fraternellement avec les camarades de la Régionale Amérique.

A l'issue de ses travaux, il a décidé de:

1^{ro}.) Saluer la victoire populaire et nationale lors du plébiscite du 30 novembre en Uruguay, jalon historique du combat mené sans relâche contre la dictature, «point culminant de sept années et demie de luttes», expression de l'unité et de la convergence de toutes les forces démocratiques.

2^{do}.) Faire siens la déclaration de la C.N.T. de l'intérieur, faite à Montevideo le 10 décembre 1980 et les accords de la Rencontre extraordinaire de l'Organisme de Coordination des Activités de la C.N.T. à l'étranger, tenue à Paris les 24 et 25 janvier derniers. Aussi la résolution générale se poursuit, comptant au total six points.

La réunion a adopté trois résolutions en tout, ainsi que des décisions concernant le travail et les plans à développer en fonction des objectifs établis à la réunion de Paris.

Pendant la tenue de la réunion, les membres du Comité Régional d'Amérique ont eu d'importantes rencontres avec les organisations syndicales, politiques, les autorités parlementaires, gouvernementales et la presse écrite, parlée et télévisée. En voici les plus importantes:

- Entrevue avec le vice-ministre du Travail et du Bien-être social, José Ceballos, Oyden Ortega, Ministre panamien du Travail, ne se trouvant pas dans la capitale.
- La délégation a été reçue en audience par le Prési-

dent du Parlement, le Dr. Luis de León Arosemena, le Secrétaire général de cet organisme Carlos Cazadilla, le législateur Luis Cohen et le chef du protocole Germán Arrocha.

- Les délégués ont été reçus par le Secrétaire aux relations internationales du Parti Révolutionnaire Démocrate, Ricardo Aguilar au siège central de ce parti.

- Ils ont eu un entretien avec le Secrétaire Général de la Confédération des Travailleurs de la République de Panama, et le vice-président de l'O.R.I.T., Phillip Dean Butcher, avec Luis Anderson, Secrétaire Général du Syndicat des Employés des Forces Armées des Etats-Unis dans la zone du Canal (AFL-CIO), membres également de la C.T.R.P.

- Ils ont été reçus par une délégation du Comité Exécutif de la Centrale Authentique des Travailleurs Indépendants (CATI).

- Ils ont eu un entretien avec trois membres du Comité Exécutif de la Centrale Nationale des Travailleurs du Panama (CNTP-CPUSTAL).



Conférence de presse à l'Hôtel Caribe à Panama effectuée pour les camarades de la Régionale Amérique.

- Ils ont donné une conférence de presse reflétée par les programmes de radio et de télévision et les articles parus dans la presse panamienne.

Ces démarches ont eu pour résultat immédiat que: a) Le parlement panamien s'est prononcé, devant l'Union Interparlementaire Mondiale, pour la libération anticipée et pour un traitement médical adéquat à l'étranger des dirigeants ouvriers et ex-parlementaires, Alberto Altesor et Héctor Rodriguez, dont l'état de santé s'est aggravé au cours de ces derniers mois.

b) Le Parti Révolutionnaire Démocrate a envoyé des télégrammes au sujet de la situation des camarades en question à la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. et à l'O.E.A., avec copie à Aparicio Méndez et au Général Queirolo.

c) Les centrales syndicales se sont prononcées pour la libération de H. Rodriguez et de A. Altesor, contre la loi du travail que la dictature se propose d'approuver au Conseil d'Etat, au mépris de la volonté populaire exprimée le 30 novembre dernier, elles exigent l'application des Conventions Nos. 87 et 98 de l'O.I.T.

ITALIE

BEAU GESTE...

Le syndicat des travailleurs italiens de l'électricité, FNLE, a organisé une action de solidarité généreuse et efficace avec les travailleurs de l'UTE d'Uruguay, prenant pour symbole la personne du président du groupe des travailleurs de l'UTE, le camarade Eugenio Bentaberry. Pendant toute la période de l'emprisonnement du camarade Bentaberry, ils déployaient une activité permanente visant à obtenir sa libération. Ils ont ainsi contribué de façon remarquable à sa libération. A la suite de la libération de Bentaberry, les travailleurs de l'électricité de Milan l'ont invité à venir en octobre 1980 dans leur ville. Le 23 octobre 1980, a eu lieu une manifestation en son honneur où, devant un public enthousiaste nombreux, Bentaberry très ému a prononcé un discours.

Au-dessus de la tribune, on pouvait lire une inscription en grands caractères: **LES TRAVAILLEURS UNIS NE SERONT JAMAIS VAINCUS**, avec la signature des trois centrales syndicales italiennes CGIL-CISL-UIL.

Sur tous les lieux de travail que Bentaberry a visités, il a été accueilli chaleureusement, avec des bouquets de fleurs et d'autres expressions de sympathie.

Plus tard, le syndicat italien a publié une brochure, dont la couverture que nous reproduisons ci-joint, contient un témoignage de Bentaberry, son discours prononcé lors de la manifestation du 23 octobre 1980 et des photos.

L'action solidaire des travailleurs de l'électricité de Milan a manifesté clairement de la force de solidarité internationale des travailleurs, si celle-ci est réalisée de façon générale et concrète en même temps.

Au nom des travailleurs de notre patrie, de tous les emprisonnés syndicaux et politiques, de leurs familles héroïques, nous remercions les travailleurs de l'électricité de Milan et nous appelons toutes les organisations syndicales de toutes tendances à prendre note des



Eugenio Bentaberry prend la parole.

noms des syndicalistes emprisonnés en les transformant en drapeaux de lutte anti-fasciste, à ne pas permettre que la dictature maintienne impunément nos camarades dans les prisons, à réaliser une action permanente visant à obtenir la libération des syndicalistes d'Uruguay; à recourir leur séjour en prison.

La solidarité internationale arrachera les emprisonnés des griffes du fascisme.

suite de la page 3

L'UNIQUE EXPLICATION

l'avons pas vaincu, il faut le dire très clairement pour ne pas se tromper. Nous avons des raisons d'être optimistes, mais non de faire sonner à toute volée les cloches de la victoire, il ne faut pas se faire d'illusions. La bête est grièvement blessée par les luttes du peuple et cernée par la solidarité internationale, mais aucune bête féroce ne se rend sans livrer un combat. La dictature a été durement frappée, mais non renversée de façon définitive, il faut continuer à frapper pour la vaincre définitivement.

Aujourd'hui plus que jamais il est indispensable de mener la lutte sans relâche pour arracher les prisonniers politiques et syndicaux aux prisons, aujourd'hui plus que jamais il faut intensifier la lutte pour une assemblée constituante avec une base populaire, la lutte pour l'unité la plus profonde de tous les antifascistes où qu'ils soient. C'est l'heure de l'unité de tous les fils véritables de la patrie d'Artigas, c'est l'heure de l'unité de tous les

hommes et femmes qu'ils soient catholiques ou athées, qu'ils soient blancs ou de couleur, qu'ils soient communistes ou socialistes, qu'ils soient GAU ou anarchistes, pour renverser la dictature. C'est l'heure de l'unité de tous les révolutionnaires qu'ils fassent partie du «Frente Amplio» ou qu'ils se situent dans d'autres tranchées de lutte. Se refuser à cette unité, quel que soit le motif, c'est aider même inconsciemment l'ennemi de notre peuple, le fascisme.

La lutte contre le fascisme ne peut être le patrimoine d'une couche ni même d'un peuple, tous ceux qui sont les fils véritables du peuple y ont leur place.

En cette heure où nous nous sommes rapprochés de la victoire finale, rappelons-nous que pour la remporter il est indispensable d'observer jusqu'au bout la consigne immortelle de José Gervasio Artigas: **UNISSEZ-VOUS, CHERS COMPATRIOTES, ET VOUS ETES CERTAINS DE LA VICTOIRE!**

L'UNIVERSITE ET LA C.N.T. URUGUAYENNE.

L'Université a été depuis sa fondation, un terrain fertile pour le développement de toutes les tendances idéologiques et politiques.

L'Université étant l'unique centre d'études supérieures de la République, et admettant toutes les classes sociales en se différenciant des autres modèles latino-américains, l'enseignement public est gratuit, la seule condition posée est le passage aux études secondaires, comme condition d'entrée, mais les limitations se posaient à niveau économique familial. Les familles ouvrières et paysannes ne pouvaient porter le poids des charges qui permettaient la continuation des enfants aux études universitaires ayant comme besoins l'intégration rapide de ceux-ci au cycle productif familial, étant donné le bas niveau du salaire de ce secteur. Cet aspect ainsi que malgré l'effort du gouvernement universitaire pour populariser sa structure, surtout dans la période qui comprend sa vie autonome, c'est à dire; de l'année 1958 jusqu'à 1973 les élèves provenant de ces classes sociales étaient pratiquement inexistantes. Dans l'Université, après l'intervention militaire, ces problèmes ne se posent pas. La tendance est de ramener au modèle classique d'un état capitaliste, c'est à dire, Université de classes, modèle aggravé par les problèmes de la dépendance croissante de l'état uruguayen d'aujourd'hui.

Le Département «Bieneser Estudiantil» (Organisme d'aide aux étudiants) financé par ses propres moyens, ne pouvait pas changer la structure sociale universitaire, car malgré la philosophie du gouvernement universitaire ce moyen était contrôlé et ordonné par le gouvernement.

L'entrée des enseignants n'avait non plus un régime de sélection de classes, l'examen était requis jusqu'à l'intervention militaire en 1973. L'Université s'est développée sur ces bases et le phénomène des discussions idéologiques s'accroissaient fondamentalement dans les périodes majeures d'entrée à l'Université, comme conséquence d'un processus économique ascendant du pays, suite à la 2ème. guerre mondiale.

L'entrée massive produit la multiplication du personnel enseignant et de chercheurs, et naturellement la confrontation idéologique dans le sens le plus large de la démocratie interne avec l'unique limitation imposée par la constitution et le statut de vie commune de l'Université, alimenté par des années de libéralisme et la grande tradition de principes de justice et liberté de l'institution.

La confrontation idéologique a amené naturellement à avoir conscience de la réalité concrète que vivait le pays.

L'enseignement et la recherche évoluent dans cet esprit de critique et il était inévitable que dans les années d'après guerre une rupture dans le secteur dominant du pays commence à avoir lieu. Le «Conseil» des années 1945-48 et 57 consolident ces principes et donnent les éléments essentiels pour la rédaction de la loi organique universitaire approuvée en 1958 par le Parlement National.

A partir de 1958 se développe un processus naturel d'évolution où il compte énormément des phénomènes nationaux et continentaux.

Et il est un facteur décisif, le problème de la masse d'étudiants, qu'ils proviennent maintenant des couches moyennes de notre population, avec un autre niveau d'entrée à celui qui définissait sa structure précédente, donc la rupture avec l'oligarchie dominante s'accroît.

L'Université laisse d'être une source de connaissances pour les riches seulement, donnant des possibilités à un plus large secteur de la population.

Ajoutons à ce processus l'entrée à l'enseignement de jeunes professeurs avec un niveau certain, non donné par leur âge mais par leur capacité régis et contrôlés par les sévères règlements universitaires.

Les structures universitaires se modifient substantiellement, si bien que l'entrée des ouvriers et paysans n'a jamais eu lieu pour des raisons notoirement économiques et sociales, la plus large confrontation idéologique s'opère dans son sein.

La dénommée «Suisse d'Amérique», étiquette facile qui sert à des conformistes et des arrivistes d'une communauté politique décadente, ceux-ci n'ont pas pu sauver l'écueil des classes universitaires ni de la sévère discipline de l'investigation.

Par contre, professeurs et chercheurs de cette nouvel-





CARLOS REVERDITO

la université se sont efforcées avec honnêteté technique et scientifique à étudier les problèmes de notre réalité nationale.

Tandis que la nouvelle Université définissait son profil, les affrontements avec l'oligarchie dominatrice et ses représentants s'accroissaient.

La critique sur les contradictions de la structure de notre pays, sur le problème de l'organisation économique et sociale, de la santé, du logement et de la production agricole paralysée c'est la calif de subversion et c'est alors que commencent les années dramatiques de siège, d'assauts et d'attaques périodiques à la communauté universitaire.

En 1968, presque 100 ans après la mort de Francisco Lavandera par les sbires de Latorre, meurt dans la rue Liber Arce, assassiné par les forces répressives d'un régime qui préparait alors le pouvoir dictatorial fasciste actuel. D'autres morts d'étudiants l'ont suivi s'ouvre alors le spectre répressif vers les syndicats et hommes politiques.

La main meurtrière, ne s'arrête pas là, mais s'étend et prétend briser le foyer de résistance à la dictature, ne reconnaissant ni le facteur frontière politique ni l'existence d'appui social (réponse au plébiscite du 30 nov. 1980 qui a répudié en masse les formes de dictature malgré les énormes limitations imposées par le pouvoir dominant pour cet acte civique des citoyens) pour imposer un régime de terreur et de torture impitoyable, comme unique moyen de se maintenir au pouvoir.

L'Université n'a pas passé mécaniquement d'une période à l'autre et quand on commence à parler de l'Université populaire, les ordres fondamentaux de sa structure, les étudiants et enseignants s'affilient à la C.N.T. (Centrale unique des travailleurs).

Il était le chemin logique de l'institution, la conséquence naturelle de la lutte héroïque des étudiants, des professeurs et des chercheurs, qui dans leur activité périodique ont compris les contradictions inévitables du pays.

L'Université acquiert un sens politique dans le contenu le plus large de son expression non pour disputer le pouvoir, sinon pour dénoncer la cause permanente de la crise du système. La même bataille est entreprise par le mouvement ouvrier organisé, qui créera sa centrale unique en 1965, étant représentée dans sa direction par la glorieuse Fédération d'Étudiants Universitaires d'Uruguay (F.E.U.U.).

La C.N.T. était l'alliée naturelle de l'Université et le défenseur le plus intéressé. La culture et le travail ont scellés des années de lutte unie contre le pouvoir dominant.

Si en 1933 l'opposition du cloître universitaire a pu être tolérée, en 1973 au moment du coup d'état sa tolérance devenait inadmissible par sa nature de classes.

On était conscients que dans le plan syndical et politique il était indispensable d'éliminer la C.N.T. et ses alliés, l'Université et les partis politiques.

Jamais dans le pays une telle minorité a été confrontée pratiquement à tout un peuple, c'est par cela que la terreur inhumaine a été utilisée comme unique moyen de subsistance.

La question est entre la liberté et le despotisme et jamais depuis la création du pays ce mot d'ordre n'avait pris avec autant de force au cœur du peuple et surtout chez les universitaires et les travailleurs avec une force pareille.

Sept années de dictature n'ont pas effacées ni blessées cette unité merveilleuse, cette alliance qui a conçu par une manifestation impressionnante 200.000 personnes dans la rue, l'approbation au Parlement de la République de la loi organique universitaire.

Dans l'exil, l'expression la plus large de solidarité par rapport à notre peuple trouve ensemble les universitaires et les travailleurs, et à l'intérieur du pays ils sont unis dans les expressions quotidiennes d'opposition au fascisme, aggrape au pouvoir.

Le temps permanent du fascisme dans notre pays est compte parce que l'ennemi le plus sérieux du pouvoir est représenté dans cette alliance savante et nécessaire construite jusque hier comme un moyen de défense des institutions démocratiques et confirmée aujourd'hui par le but convoité des reconstructions nationales.

L'effort démesuré oligarchique pour ordonner le pays, le maintien répressif n'a pas plié ni détruit les meilleures et plus nobles traditions de l'héroïque peuple uruguayen.

Quelles sont donc les causes qui n'ont pas donné leurs fruits, la mise en scène de cette façade fabuleuse ou se cache la stratégie de l'imperialisme nord-américain, investi durant toutes ces années avec un coût élevé pour plier et subjurer notre peuple.

Et n'ont pas pu construire un seul allié ni dans le plan politique, social, ni dans le plan interne ainsi que dans le plan continental et mondial.

Les causes sont détectées par le peuple et ses organisations, lesquelles le fascisme n'a pu plier ni briser. Les véritables causes se situent dans l'unité.

Les idées d'Artigas confirmaient dans la lutte pour l'indépendance nationale et continentale contre la domination espagnole, ont conformé une structure particulière de notre peuple dans le contexte latino-américain.

Les idées de liberté, la haine sans limite à toute forme de dictature ont précisé le profil de notre population depuis son âge le plus précoce de formation culturelle, intellectuelle et politique.

La Patrie peut sans aucun doute être fière d'avoir eu des fils formés dans cette école, de ceux qui n'ont jamais renoncé à ces principes, même au prix des sacrifices majeurs imposés par l'obscurantisme et la répression fasciste.

Le peuple uruguayen revient avec une confiance immense dans son destin à soulever le drapeau de l'unité avec une force énorme, il devra construire les bases qui détruiront définitivement la dictature fasciste en Uruguay.

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE AU DETRIMENT DU PAYS.

Pendant les années 60 dans le cadre d'une économie fatiguée, deux programmes s'affrontaient: celui du peuple soutenu par la C.N.T. et celui de l'oligarchie inféodée aux intérêts étrangers et aux multinationales.

Le poids de la classe ouvrière et de ses organisations en concordance avec les secteurs et les forces d'orientation progressiste a constitué la base de la défense des intérêts des travailleurs et du pays ainsi que des libertés et des droits démocratiques. Comme l'oligarchie ne pouvait pas imposer son programme ni reporter la crise sur le dos des travailleurs, il ne lui restait d'autre solution que la dette externe. Au fur et à mesure que s'intensi-

La restructuration de l'appareil d'Etat, tout en conservant et développant son rôle dans l'économie nationale (malgré une certaine privatisation et des concessions au secteur privé) a stimulé l'industrie d'exportation «non traditionnelle», développé l'activité financière (tendant à créer en Uruguay une place forte financière où les possibilités sont limitées), transféré les revenus du secteur agricole, en particulier des travailleurs, vers les secteurs favorisés, déterminé le type d'échange, utilisé des crédits extérieurs pour couvrir le déficit fiscal, modifié les taux d'intérêt pour reconstruire le système de crédit du pays, déterminé les taux d'inflation pour garantir un taux adéquat de profits au capital et au transfert des revenus. Les mesures ont été adaptées aux exigences. Le décret du 23 août 1978, salué par les éleveurs, a été en un certain sens anodin car la définition du type d'échange à partir du décret d'octobre 1978 (pré-avis de six mois concernant le type d'échange) combiné à un taux d'intérêt élevé et à d'autres mesures monétaires a annulé dans une grande mesure les avantages attendus par les éleveurs et facilité en définitive les profits de l'industrie des frigorifiques, des investisseurs étrangers tant de capitaux de spéculation comme celle destinée aux propriétés immobilières.



Aspect du port de Montévideo.

fiaient les luttes sociales et politiques, le système perdait sa légitimité sociale, les formes institutionnelles démocratiques, en vigueur, constituant un obstacle à la nécessité d'imposer un modèle économique réactionnaire et conservateur. Pour finir en juin 1973 un coup d'Etat est perpétré.

La crise du système capitaliste, la crise du pétrole, la chute des prix de la viande, les exigences des crédettes obligaient les putschistes à regrouper leurs forces dans le pays en appui à la dictature et à adopter une politique économique qui résoudrait les graves difficultés de l'économie. Vient alors l'heure de Vegh Villegas pour assumer le poste de ministre de l'économie. Sans changer la formulation officielle de la politique économique (ouverture de l'économie, libéralisation, lutte contre l'inflation, etc.etc.) on utilisera les instruments économiques (type d'échange, intérêts, inflation, etc.) pour donner aux secteurs clés pour le fonctionnement du modèle des niveaux de salaire adéquats et châtier les autres.



La banque nationale est chaque jour plus «Nationale».

On adapte alors les mesures et les instruments économiques, mais on maintient le modèle, en renforçant le nouveau bloc hégémonique constitué par le capital financier, la banque internationale et l'appareil d'Etat.

La logique du système est aujourd'hui la logique du capital financier. La logique de la valorisation du capital n'inclut pas l'investissement productif.

Les conséquences de cette politique sur la fermeture des entreprises, sur le secteur agricole, sur l'activité productive, sur le salaire réel, n'est pas une préoccupation réelle, tout au plus, on cherche à éviter que les conséquences sociales ne se transforment en protestations difficiles à contenir.

La force du modèle -du point de vue de la dictature-



RICARDO VILARO

peut se résumer par le fait que la balance des paiements a un solde positif; les réserves internationales sont très élevées; le crédit du gouvernement à l'étranger est assuré. Mais l'origine de cette force permet de juger de sa vulnérabilité.

Les contradictions sociales sont alimentées par la politique de la dictature. Le malaise engendré par des raisons économiques et sociales s'accroît. Les industriels exportateurs se plaignent du type d'échange; les éleveurs réclament la vente du bétail sur pied, mais il n'y a ni maisons de commerce ni prix adéquats pour la viande; diverses entreprises frigorifiques sont fermées car les entreprises d'exportation de viande ne sont pas suffisamment nombreuses, la reconversion des dettes était obligatoire pour les agriculteurs, sinon ils courraient à la ruine; les industriels qui produisent pour le marché interne affrontent l'accord avec l'Argentine de la zone libre. Et les travailleurs qui représentent la majorité du pays voient que leur salaire est la moitié de ce qu'il était il y a huit ans, que les accidents du travail se multiplient, que le régime de travail se situe dans un climat autoritaire, etc. La répression ne cherche pas seulement à empêcher le syndicat de défendre son niveau de vie, mais elle annule aussi, le rôle du syndicat dans la défense des conditions humaines de la journée de travail.

L'imposition de ce modèle économique antihumain et antipopulaire signifie la concentration de la richesse

chaque fois plus dans un plus petit nombre de mains, l'aliénation du pays et de son économie, en définitive l'approfondissement des liens de dépendance.

Si, comme nous le disions, la balance des paiements a un solde positif, cela est dû à l'afflux de capitaux étrangers de spéculation qui dans une très faible proportion seulement sont orientés vers une activité productive et qui s'emparent petit à petit du pays. Pendant ce temps la balance commerciale accuse depuis trois ans un solde négatif. Si en 1979, on a affirmé que ce déficit constituait un record, nous pouvons affirmer aujourd'hui que 1980 a dépassé ce record, le déficit commercial atteignant la moitié du volume des exportations. Et les importations réalisées portent dans une grande mesure sur des biens superflus, destinés à la consommation d'une minorité, alors que la majorité de la population manque de biens essentiels.

Tel est le résultat du modèle économique de la dictature. Pour l'imposer et le maintenir, il faut la répression, il faut restreindre les libertés et les droits démocratiques. Pour le perpétuer on prétendait institutionnaliser la dictature. Mais le peuple a dit NON. Et seul le peuple, ses syndicats de la C.N.T., les partis politiques peuvent être les protagonistes d'une politique économique nationale, populaire dont les centres de décision seraient entre leurs mains.

Pour que ce soit possible il faut renverser la dictature.

«EL SALVADOR»

Lors d'une réunion extraordinaire de l'Organisme de coordination des activités de la C.N.T. à l'étranger, qui a eu lieu à Paris (France) les 24 et 25 janvier, a été approuvée notre solidarité avec la lutte du peuple d'El Salvador. Il a été recommandé aux Commissions de travail et aux bureaux de représentation de la C.N.T. dans les divers pays d'entreprendre des initiatives dans le but de promouvoir et de participer aux actions de solidarité avec la lutte de ce peuple frère.

UNE MANIFESTATION PUISSANTE A AMSTERDAM

Le 14 février, a eu lieu à Amsterdam (Pays-Bas) une puissante manifestation de rue, organisée par le Comité de solidarité avec El Salvador, les partis politiques hollandais, la centrale syndicale FNV, qui a trouvé son point culminant et final dans un meeting. La C.N.T. et sous ses drapeaux les Uruguayens résidant dans ce pays ont participé à cette manifestation ainsi qu'au

meeting, portant des pancartes avec l'expression de la solidarité de la C.N.T. ont réalisé une collecte dans les rues recueillant une somme équivalant à 500 dollars qui a été remise aux représentants d'El Salvador au meeting par l'un des plus actifs participants à la collecte, notre camarade Aurelio Gonzalez. Cette aide solidaire et concrète a été accueillie chaleureusement par les participants au meeting.

La manifestation a parcouru une partie du centre d'Amsterdam pour se diriger ensuite devant le siège du Consulat des Etats-Unis. Ici les manifestants se sont rassemblés pendant une heure, criant des mots d'ordre contre l'intervention américaine à El Salvador et brûlant le drapeau américain; l'un des organisateurs a pris la parole.

Partout où la manifestation est passée, il y avait des mots d'ordre écrits sur les murs comme «Mort à Reagan», «Non à l'intervention à El Salvador», etc.

L'UTILITE DES ESSUIE-GLACE.

Le mouvement des essuie-glaces peut être comparé à une négation destinée à un nom, répète avec insistance. Le remplacement de l'affiche «Interdit de fumer» par «NON fumeurs» dans les autobus des transports collectifs, la consigne «Uruguay qui NON et NON» dans les matches de football, à l'annonce «NON ouvert le dimanche» dans les petites boutiques, les bandes adhésives d'emballage des boîtes de marchandise portant l'estampille «NON - C.N.T. - NON»: Ces quelques exemples annonçaient la réponse du peuple à la constitution proposée par la dictature uruguayenne, réponse fortement ingénieuse pour contourner l'obstacle de la rigoureuse censure officielle.

Ces expressions populaires constituaient la partie visible de l'iceberg de la volonté populaire, submergé en raison des sept années de terreur, de torture, de prison, de mort et de persécutions de toute expression démocratique. Elles luttaient dans un affrontement inégal contre une multitude de moyens publicitaires dans les



rues, l'avalanche de propagande radiodiffusée et télévisée, la pression terroriste exercée par les hommes du régime ou la propagande officielle introduite dans les bureaux publics, les écoles, etc. Pour chaque paire d'essuie-glaces fonctionnant à plein, il y avait tant de publicité à la télévision, pour chaque autobus portant un énorme «NON» devant «fumeurs» on voyait cinq grands panneaux de toutes les couleurs rappelant que dire «oui» au projet de constitution impliquait entrer dans un monde merveilleux de paix, de démocratie, de pain et de liberté.

Pour donner un semblant de démocratie, la dictature a permis à certains dirigeants politiques d'exprimer leur opinion au cours d'un débat télévisé, d'un débat radiodiffusé ainsi que de tenir deux actes publics dans des cinémas de Montevideo et quelques autres dans des villes de province.

Comment dans ce cas a-t-il été possible que le peuple se soit prononcé à une majorité aussi écrasante (beaucoup plus que le résultat frauduleux reconnu par la

dictature) contre le projet présenté par la dictature?

Comment a-t-il été possible de battre la propagande officielle par le bon sens exprimé dans les feuillets mal imprimés qui passaient de main en main et de photocopie en photocopie?

Pourquoi les travailleurs accouraient-ils obstinément aux tables rondes clandestines convoquées par les militants de la C.N.T. tout en sachant que les arrestations et les licenciements étaient chose courante pour ce genre de «délit»?

A la veille du référendum, la dictature a tout mis en œuvre. La première page du quotidien pro-dictatorial «El País» annonçait l'arrêt des évictions, l'octroi d'une prime spéciale aux retraités et pensionnés, la construction de 15.000 logements pour les cas urgents, la mise à l'étude immédiate d'une augmentation salariale et autres initiatives en matière de travaux publics importants. Cette première page montrait un Etat en plein développement, heureux, auquel il ne manquait qu'un détail, un simple oui



à la constitution pour entrer au pays des merveilles.

Pendant, le lendemain, le peuple a dit NON, comme cela, avec des majuscules.

Evitant le piège qui l'obligeait à voter en faveur d'un texte tout à fait inconnu de la population.

Evitant le piège de la manipulation du scrutin. (nous refusons les tuniques immaculées dont la dictature et ses porte-paroles veulent se parer en parlant de «processus électoral exemplaire»).

Imposant clairement sa volonté: Nous ne voulons pas le fascisme ni le paternalisme à bon marché; nous exigeons le droit de déterminer notre destin.

Il ne faut cependant pas tomber dans le piège et penser que cette explosion populaire, grandissant au cours des dix jours qui ont précédé le référendum, était née spontanément, comme conséquence de l'attitude courageuse d'une certaine presse ou de plusieurs leaders politiques qui, partout où ils pouvaient, avertaient le peuple contre la tentative d'institutionnaliser un régime ignoble. Si la dictature n'avait pas été dès le début

CARLOS BOUZAS



affrontée par la classe ouvrière dans une grève générale de quinze jours qui a déterminé son isolement croissant, elle aurait pu gagner le plébiscite. Dans cette déroutante, la résistance permanente de la classe travailleuse et du peuple ainsi que l'attitude fraternelle de solidarité de multiples organisations du monde entier, en particulier des organisations syndicales nationales, régionales et internationales.

La C.N.T. et la F.E.U.U. n'ont pas interrompu leurs efforts au cours des sept longues années de la dictature.

Pour cela même, nous avons payé le prix fort en vies de patriotes exemplaires, en tortures sans nombre, en disparitions, en peines de prison et en exil. Et le peuple a su discerner entre les nombreux murs d'affichage et une paire d'essuie-glaces, ne pas se tromper et dire énergiquement NON.

Un vieux dicton transmis de génération en génération dit: «qu'un vieux singe ne monte jamais sur une branche pourrie». Et nous les travailleurs uruguayens, sommes de vieux singes. Accompagnant l'expression de la majorité écrasante des partis politiques dans un processus louable de convergence antidictatoriale, notre NON d'aujourd'hui repose sur un siècle de luttes ouvrières pour la liberté et la démocratie.

La C.N.T. vit, souffre et fête chaque moment de la vie des travailleurs. Pour cela, elle ne s'est jamais réfugiée dans un apolitisme erroné évitant de se prononcer sur des faits qui influent sur la vie des salariés. Il a toujours été clair pour nous que s'abstenir de donner une opinion sur le référendum sous le prétexte formaliste de «laisser

à chacun la liberté d'agir» signifiait directement permettre que les salariés soient dépouillés, les avantages sociaux réduits, les retraités condamnés, la voie aux licenciements et actes arbitraires ouverte; signifiait accepter les répugnants jugements rendus par une soi-disant «justice militaire» qui pèse sur trois mille compatriotes, la résignation devant la centaine de personnes séquestrées par les forces répressives, la suppression définitive des libertés publiques et syndicales ou l'arbitraire en matière d'agissements politiques.

Comme notre organisation a toujours été parmi ce que notre peuple a de meilleur, nous avons tout donné, comme les patriotes, les organisations les plus diverses - politiques, religieuses ou sociales - pour réaffirmer encore à sept ans de distance, notre volonté démocratique, énergique.

Une nouvelle étape s'ouvre à présent qui nous rapproche de la chute de la dictature. Elle nous trouve avec des forces nouvelles, dues à la grande bataille gagnée. Depuis l'intérieur du pays, les camarades nous parlent de la même situation économique désastreuse, de la même répression, mais d'un courage renouvelé parce le grand sacrifice a porté des fruits lors du plébiscite dont le résultat était tel que les apprentis sorciers ne sont pas parvenus à le fausser.

Dans cette nouvelle étape, nous aimerions compter sur l'appui résolu de tous les amis du monde entier, comme jusqu'ici.

La noble cause de la liberté nous unit chaque jour davantage.

suite de la page 8

RENCONTRE EXTRAORDINAIRE

ment provisoire qui convoquera une Assemblée Constituante à base populaire, composée de toutes les couches sociales; et tous les courants d'opinion.

La réunion a constaté qu'il était nécessaire de redoubler d'efforts pour imposer une amnistie générale sans restriction, capable de concrétiser cette aspiration dans des délais réduits, empêchant aussi les risques certains de souffrances accrues pour des milliers de prisonniers, par leur libération immédiate en tant qu'exigence première.

La réunion a examiné la situation actuelle des luttes des travailleurs et des peuples au niveau international, et en particulier des pays d'Amérique latine et des Caraïbes où se distingue en ce moment la lutte du peuple salvadorien qui affronte courageusement la criminelle junte au pouvoir qui par des massacres massifs tente de freiner toutes aspirations à la liberté. Dans ce sens, la réunion a décidé d'inviter à redoubler les actions de solidarité envers tous les peuples en lutte pour leur liberté, en particulier avec le peuple du Salvador ainsi que de

prendre des initiatives dans cette même direction.

La réunion a adopté à l'unanimité les documents suivants:

- a) Le plan de travail jusqu'à la prochaine réunion de l'Organisme, prévue pour le mois d'octobre aux Pays-Bas.
- b) La lettre de convocation pour la Première Journée Mondiale en défense de l'Enseignement et de la Culture en Uruguay.
- c) L'appel à l'occasion du 1^{er} Mai prochain.
- d) L'appel de solidarité avec les travailleurs et le peuple du Salvador.
- e) Diverses résolutions.

Tous les participants sont tombés d'accord sur le fait que la situation que vit notre patrie, à l'étape actuelle de l'histoire, exige de la part de tous un plus grand effort dans la lutte que mènent si héroïquement les travailleurs et la C.N.T. en Uruguay et qu'elle représente un changement qualitatif des tâches de solidarité et de dénonciation menées à bien par la C.N.T. à l'étranger.

JUAN ANGEL TOLEDO ARRACHE DE LA PRISON.

R. PORLEY.

QUE C'EST BEAU L'ESSAI...

«...quoi qu'il ne passe pas au delà de l'essai...» ce sont les vers de la dernière de ses poésies, composée dans la prison. Belle rencontre avec ce «peuple ange», autre morceau de l'Uruguay arraché au fascisme. Juan Angel pourra fêter ses 50 ans le 19 mai entre nous en Suède, étourdi de son épouse Carmen et de sa fille Mercedes.

Ils sont arrivés le 9 janvier et ils sont dans le campement des réfugiés à Moheda. Toledo, vient directement de la prison où il a passé trois ans et demi, le double du temps de sa condamnation formelle. L'unique cas auquel on n'a pas comptabilisé l'année et demie pendant laquelle il a été retenu, par «mesure». En plus pour effacer des responsabilités ils sont même arrivés à exiger un changement dans le texte du visa pour la Suède.

C'est un autre cas de la haine concentrée contre un dirigeant syndical qui dans ces 27 années de lutte a contribué à la maturité et à l'unité de la classe ouvrière uruguayenne.

La C.N.T. en Suède avait obtenu l'appui décisif de la LO (Union Générale des travailleurs en Suède) pour activer les démarches qui ont permis de le racheter.

Nous commençons par nous rencontrer en buvant du «maté» et en fumant, avec les écrits que Juan Angel avait réalisés dans les camps de concentration où pendant les travaux forcés. Cet qui lui ont été enlevés plusieurs fois. La censure a obligé à créer plus. Il a appris la peinture.

A l'âge de 10 ans, quand sa mère est morte, il a dû quitter l'école au moment où il était en 4ème. année, et il a dû travailler.

C'est pour cela que son développement intensif autodidacte est aussi un exemple, puisqu'il s'est enrichi en philosophie, en histoire, en langues et en économie.

«...C'est la partie la plus minime de ce qu'on a cultivé en prison. L'effort pour montrer la beauté de la poésie - ainsi s'exprime Toledo - lui-même pour nous qui n'avons pas la qualité pour écrire à un niveau approprié. Des camarades qui avaient ce niveau ont organisé un concours littéraire dans plusieurs endroits de détention. Nous avons tous essayé d'exprimer cette loi dans le futur...»

ENFER DES 40 JOURS

«...évidemment, comme beaucoup d'autres nous avons du vivre «l'enfer» pendant les 40 premiers jours d'enlèvement. Nous étions des ombres en cage, soumis à tous types de mauvais traitements et dans quelques cas à des bestialités et des excès qui ont déterminé la mort des camarades, ou des séquelles pour la vie...»

«...Il ne s'agit pas de faire référence sur les méthodes mondialement connues ni de se référer au personnel - continue Angel Toledo - il s'agit des horreurs que j'ai vues

s'accomplir sur des dizaines de camarades, même sur femmes enceintes...»

Nous lui évitons de nous raconter «le sous-marin, l'accrochement, le planton, les coups continus, les décharges électriques, etc. qu'il a du souffrir depuis son enlèvement au petit matin du 14 juin 1977 dans son foyer, pour être conduit à l'hôtel de «La Tablada» (ancien abattoir utilisé aujourd'hui comme centre de torture)

«JE N'AI RIEN OUBLIÉ...»

«...Je n'ai rien oublié et ma volonté continue d'être fidèle aux intérêts des travailleurs du textile ainsi qu'au mouvement ouvrier uruguayen, et tous ceux qui luttent pour un monde meilleur...»

Ce sont des concepts exprimés par Juan Angel Toledo à son arrivée en Suède par message radio à la classe ouvrière à l'intérieur du Pays. Il est un ouvrier textile depuis l'âge de 18 ans date de son entrée à «La Aurora». Pendant 27 ans, depuis 1953 jusqu'à son arrestation, le 14 juin 1977 il a été réélu plusieurs fois pour faire partie de la direction syndicale du secteur textile.

Il était secrétaire de propagande en 1955 et en 1957 secrétaire général de l'Union Ouvrière Textile.

Il a participé comme délégué de son secteur dans le processus de réunification syndicale, initié en 1955 avec la formation de la Commission Coordinatrice en faveur d'une Centrale Unique.

«...A travers un procès d'unité d'action dans la lutte - se souvient Toledo - pour des revendications communes de tous les secteurs et fondamentalement dans la pratique de la solidarité avec tous les travailleurs en lutte, unis en une patiente et laborieuse discussion au sujet des bases du programme pour la formation d'une Centrale Unique des Travailleurs, cette Commission a fait un premier pas en 1961: la formation du C.T.U., qui en 1964 cède le pas à la C.N.T., d'abord comme organisation coordinatrice et depuis 15 années comme la Centrale Unique des Travailleurs d'Uruguay...»

A cette époque, de 1962 à 1965, Toledo était le secrétaire de la propagande et de relations du C.O.T. (Congrès des Ouvriers Textiles), comptant vingt-trois mille travailleurs. Etant dirigeant, il a intégré le secrétariat général collectif de la Centrale des Travailleurs d'Uruguay constitué par Enrique Pastorino, Luciano Da Silva et Juan Angel Toledo.

Les besoins de la C.O.T. lui ont demandé de dédier son temps à la direction interne, une fois fondée en 1966 la C.N.T. Partageant alors avec Ignacio Huguet les responsabilités comme celle du pro-secrétaire général.

De la même façon qu'Huguet a participé à plusieurs reprises à la «Table Représentative Nationale de la C.N.T.», dans ces congrès et lors de réunions internationales des syndicats textiles.



R. Porley interviewe à Stockholm (Suede) Juan Angel Toledo récemment libéré.

CANTO ARDIENTE DE AMOR Y DE ESPERANZA

Qué hermoso es el intento
aunque de intentos más allá no vaya
de reflejar anhelos y pasiones en
canto ardiente de amor y de esperanza,
en canto que defiende a la pureza
del arte que no es arte sin belleza,
pero sin olvidar que es cosa vana
la belleza formal y sin esencia.
Qué importa de la forma la armonia
si nuestro canto fuera un hueco gigantesco
indolente a la cruel inarmonia
que signa aún el paso de este tiempo.

*¿ Que hermoso es el intento?
¿ Que hermoso es el intento?
canto de ardiente amor y de esperanza,
de reflejar anhelos y pasiones
en canto ardiente de amor y de esperanza.
En canto que defiende la pureza
del arte que no es arte sin belleza,
pero sin olvidar que es cosa vana,
la belleza formal y sin esencia.
¿ Importa poco, de la forma la armonia,
si el canto fuera un hueco gigantesco,
de indolente a la cruel inarmonia,
que signa aún el paso de este tiempo.*
off

*Escrito a comienzos de 1977
en el exilio de Chile
por Juan Angel Toledo
en la ciudad de Valparaíso
el 10 de octubre de 1977*

DE LA HAINE CONTRE UN DIRIGEANT OUVRIER.

Depuis le début jusqu'à la fin le cas de Juan Angel Toledo est une accusation irrévocable contre la dictature. Citons ses paroles:

- Je n'ai jamais été interrogé par un juge.
- Une fois effectuées les premières déclarations, face a la justice militaire (21 septembre 1977), le magistrat lui même m'a fait savoir qu'il n'existait aucune accusation contre moi, et que ni l'acte antérieur (de l'endroit où j'ai été séquestré les 40 premiers jours) ni d'après mes déclarations effectuées par moi dans ce pré-sommaire chez le juge, me contenaient aucun élément pour me condamner.
- Cinq mois après (13 février 1978) j'étais conduit au juge d'instruction militaire du 4ème tour, on m'a condamné sous la qualification «d'assistance subversive».
- Ils ont refusé de me lire le fondement sur lequel ils se sont basés, même la défense d'office, le colonel Otto Gilomen, et tout ce qu'on pouvait m'imputer serait «assistance a l'association».
- J'ai manifesté que même cette qualification était inadmissible, étant donné que mon dossier faisait référence a des faits publics de caractère syndical, tel que les démarches au ministère du travail pour enregistrer le Congrès Ouvrier Textile, conforme a la disposition du décret 622 (qui après n'a pas été respecté par le régime).

○ L'autre activite consistait en la sollicitude face a la police, au commandement de l'armée et aux forces aériennes, la permission pour réaliser le meeting traditionnel du 1er mai en 1974. Aussi diverses gestions face aux organismes officiels en défense des sources de travail.

○ Le «défenseur militaire» a dit qu'on pouvait alléguer que «indépendamment de ma volonté» on entendait que toute l'activité que j'avais développée depuis decembre 1973 était au service d'un parti illegal, qui était le Parti Communiste, duquel j'avais été publiquement militant. Il a ajouté qu'inclusivement la constatation de mes voyages a l'exterieur me nuisaient.

○ Comdamner n'importe quoi «au delà des intentions», facilité pour la plupart des uruguayens, condamner ce qui était tout a fait absurde, manifesté a l'occasion.

○ J'ai exprimé aussi que mes voyages, qui étaient publics, étaient nécessaires pour mes tâches syndicales auxquelles ils faisaient référence parmi les découpages de presse et spécialement du «El Popular», organe du Parti Comunista.

○ Mon cas est l'unique, dont on n'a pas comptabilisé le temps de «mesures».

○ Au lieu de finir m'a condamnation le 14 juin 1978, je l'ai faite le 8 novembre 1980.

AUX TRAVAILLEURS:

La CONVENTION NATIONAL DES TRAVAILLEURS (C.N.T.), dans un moment fondamental du processus uruguayen vers la liberté, s'adresse aux travailleurs et au peuple qui viennent de se prononcer d'une façon écrasante pour le NON, abattant la prétention de la dictature de s'institutionnaliser parmi un plébiscite arrangé.

Le courage du peuple est remarquable, qui avec son admirable discipline a affronté un climat dans lequel on a prétendu assourdir avec une propagande en faveur du SI, propagande qu'a payé le peuple, à la radio, la TV et dans les journaux et imposé obligatoirement dans les bureaux publics, et en même temps la propagande en faveur du NON, était entravée.

Ce peuple a répondu avec un NON écrasant au milieu d'une ambiance de persécution et de terreur, que la dictature a semé en prétendant vainement convaincre la population en disant que si le SI ne triomphait pas le chaos les attendait.

Le peuple ne s'est pas laissé assourdir et dans une attitude sereine et ferme enracinée dans la plus pure tradition «artiguiste» a imposé le NON.

Le peuple n'a pas accédé à cette maturité par miracle. Cette bataille est le point culminant de 7 ans de lutte, dans laquelle la C.N.T. depuis les difficiles conditions de la clandestinité a eu un rôle orientateur de la formidable classe ouvrière uruguayenne.

Nous ne comprendrons jamais correctement la signification du NON, sans se souvenir du début de cette dictature, né morte et qui est restée isolée à partir de l'héroïque grève générale avec laquelle les travailleurs ont répondu au coup fasciste de 1973, grève dans laquelle il est certain que la dictature a fini par imposer la domination de la force, les travailleurs sont sortis de celle-ci, unis et fortifiés, situation qui est restée évidente peu après, au moment de la défaite du premier essai de la réglementation syndicale (Ley Bolentín) avec les 100.000 réaffiliations réaffirmant leur syndicat de classes.

Il est bon de se souvenir que dans cette même période les étudiants démocrates gagnaient en attitude similaire, les élections dans les trois ordres de l'Université, malgré la campagne de terreur à qu'on avait lancé contre celles-ci.

De ce processus de lutte nous remarquons les célébrations combattives des premiers mai et d'autres anniversaires, ainsi qu'au plan politique on constate les hommages rendus à Batlle et à Saravia qui unifièrent le Parti traditionnel contre la dictature.

En tant que centrale de la classe ouvrière organisée de ces combats, nous devons souligner comme période fondamentale le confrontation qui s'est fait l'année passée à l'essai, de la part des forces armées (F.F.A.A.) de créer «les syndicats nationalistes» sur lesquels insistent aujourd'hui le général fasciste Ballestrino.

A cet essai, les travailleurs, orientés par la C.N.T. et

guidés par l'héroïque tradition de cent ans de vie syndicale ont répondu avec clarté, que les organisations ouvrières, les créant les travailleurs mêmes depuis la base, organisées du haut en bas, et non manipulées avec des critères de caserne; parce que les travailleurs, pour s'organiser sont toujours inspirés dans les savants principes «tout avec les masses, sans les masses rien».

L'essai des «syndicats nationalistes», qui ont prétendu culminer avec les tambours et les plateaux le 25 du mois d'août, s'est écroulé, et cette date patriotique, des travailleurs l'ont transformée (parmi des fêtes et des réunions, plusieurs d'entre elles clandestines) en réaffirmation de l'esprit libre et indomptable des orientaux.

A LOS TRABAJADORES :

El momento histórico de los trabajadores (C.N.T.) en un momento fundamental del proceso uruguayo hacia la libertad se dirige a los trabajadores y al pueblo que se pronuncian abrumadoramente por el NO, abatiendo la pretensión de la dictadura de institucionalizarse, por medio de un plebiscito arreglado.

El coraje del pueblo es admirable, que con su admirable disciplina afrontó un clima en el que se pretendía asordar con una propaganda a favor del SI, propaganda que pagó el pueblo, a la radio, la TV y en los periódicos, e impuso obligatoriamente en los lugares públicos, y en los mismos tiempos la propaganda a favor del NO, estaba trabada.

Este pueblo respondió con un NO aplastante en un momento de persecución y de terror, que la dictadura sembró al pretender convencer a la población en diciendo que si el SI no triunfaba se les avecinaba el caos.

El valor del pueblo es admirable, que con su admirable disciplina afrontó un clima en el que se pretendía asordar con una propaganda a favor del SI, propaganda que pagó el pueblo, a la radio, la TV y en los periódicos, e impuso obligatoriamente en los lugares públicos, y en los mismos tiempos la propaganda a favor del NO, estaba trabada.

Este pueblo no se dejó asordar y en una actitud serena y firme enraizada en la más pura tradición «artiguista» impuso el NO.

Este pueblo no alcanzó esta madurez por milagro. Esta batalla es el punto culminante de 7 años de lucha, en la que la C.N.T. desde las difíciles condiciones de la clandestinidad ha tenido un rol orientador de la formidable clase obrera uruguayana.

Nunca comprenderemos jamás correctamente la significación del NO, sin recordar el comienzo de esta dictadura, nacida muerta y que quedó aislada a partir de la heroica huelga general con la que los trabajadores respondieron al golpe fascista de 1973, huelga en la que es cierto que la dictadura terminó imponiendo la dominación de la fuerza, los trabajadores salieron de ella unidos y fortalecidos, situación que quedó evidente poco después, en el momento del primer intento de la regulación sindical (Ley Bolentín) con las 100.000 reafiliaciones que reafirmaron su sindicato de clase.

Es bueno recordar que en esta misma época los estudiantes democráticos ganaban en actitud similar, las elecciones en los tres órdenes de la Universidad, a pesar de la campaña de terror que se les había lanzado contra ellas.

De este proceso de lucha recordamos las celebraciones de los primeros mayos y de otros aniversarios, así como al nivel político los homenajes rendidos a Batlle y a Saravia, que unificaron el Partido tradicional ante la dictadura.

En tanto que central de la clase obrera organizada de estos combates, debemos destacar como período fundamental el enfrentamiento que se hizo el año pasado a la prueba, de la parte de las fuerzas armadas (F.F.A.A.) de crear «los sindicatos nacionalistas» sobre los cuales insisten hoy el general fascista Ballestrino.

A esta prueba, los trabajadores, orientados por la C.N.T. y guiados por la heroica tradición de cien años de vida sindical respondieron con claridad, que las organizaciones obreras, creadas desde la base por los trabajadores mismos, organizadas desde arriba y desde abajo, y no manipuladas con criterios de cuartel; porque los trabajadores, para organizarse están siempre inspirados en los sabios principios «todo con las masas, sin las masas nada».

La prueba de los «sindicatos nacionalistas» que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

El ensayo de los «sindicatos nacionalistas», que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

El ensayo de los «sindicatos nacionalistas», que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

El ensayo de los «sindicatos nacionalistas», que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

El ensayo de los «sindicatos nacionalistas», que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

El ensayo de los «sindicatos nacionalistas», que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

El ensayo de los «sindicatos nacionalistas», que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

El ensayo de los «sindicatos nacionalistas», que pretendían culminar con los tambores y los platos el 25 del mes de agosto, se derrumbó, y esta fecha patriótica, de los trabajadores la transformaron (entre fiestas y reuniones, muchas de ellas clandestinas) en reafirmación del espíritu libre e indomable de los orientales.

Ce fut précisément ce 25 d'août que la C.N.T. se dirigeait une fois de plus à toutes les forces sociales et politiques progressistes du pays, appelant à l'unité contre le fascisme.

Et l'esprit combattif de lutte s'est maintenu, et le dernier 1er mai, quand la dictature a prétendu que cette date universelle en Uruguay ne se célébrait pas ce jour travailleurs orientaux ont répondu avec dignité avec selon la décision de leur base.

Le fascisme n'a rien appris de ces leçons de dignité de notre peuple, et laissant inclusif le problème syndical et

suite de la page 13



Le camarade Aurelio Gonzalez remet l'argent, collecté par les camarades de la C.N.T. pendant le déroulement de la mobilisation.



Solidarité de la colonie uruguayenne, portant des pancartes expressives manifestant sous le drapeau de la C.N.T. et du Frente Amplio.

UNE GRANDE MANIFESTATION A PARIS

Le 6 février 1980, a eu lieu en la salle «Eugène Enaff», dans le centre de Paris, un grand meeting solennel de solidarité avec la lutte du peuple d'El Salvador, organisé par les trois centrales latinoaméricaines COB de Bolivie, CUT du Chili et C.N.T. d'Uruguay. Les centrales syndicales françaises ont appuyé cet acte de solidarité.

La salle était pleine de public enthousiaste avait applaudi longuement les interventions du représentant du peuple d'El Salvador et des centrales syndicales -organisatrices du meeting. El Salvador a été représenté

par une délégation composée de trois membres du bureau de représentation du Front Démocratique Révolutionnaire à l'étranger. Le camarade Simon Reyes, dirigeant de la COB et des mineurs boliviens, a pris la parole au nom des trois centrales syndicales latinoaméricaines.

La manifestation s'est terminée par une représentation d'un groupe folklorique chilien et par le film « El Salvador, le peuple vaincra ».



Partie du public débordant la salle «Eugène Enaff» dans le centre de Paris le vendredi 6 Février.



Dans le meeting réalisé à Paris au nom des trois centrales, le camarade Simon Reyes, dirigeant de la COB prend la parole.

NOS DEVOIRS SOLIDAIRES

La participation de la C.N.T. à ces actions de solidarité avec le peuple d'El Salvador, à laquelle il faut ajouter celle organisée le 22 janvier au Mexique, est une réaffirmation de la tradition solidaire que les travailleurs et le peuple d'Uruguay ont toujours manifestée. Aujourd'hui, quand notre peuple vit la nuit du fascisme, lutte et résiste au prix de nombreux morts, torturés, disparus, emprisonnés, quand un cinquième part de ce peuple se

voit obligé à vivre en dehors de sa patrie, il n'oublie pas et n'oubliera jamais ses devoirs de solidarité internationale, dans les conditions actuelles à l'intérieur et en dehors du pays.

Car nous savons aujourd'hui plus que jamais que celui qui donne sa solidarité la reçoit aussi, non en échange, mais celui qui donne et reçoit la solidarité se voit triompher, car la solidarité internationale aide à vaincre.

1st MAY 1981

● To our comrades at home, who, from their workplaces and in secret, with the people and from the prisons, resist the repression of the dictatorship.

● To those workers and brother peoples in Latin America and elsewhere, who in various ways fight for their rights and freedoms, for their well-being, against imperialism and for peace.

● To the workers and unions worldwide who are in solidarity with our people.

● To those comrades and their families forced into exile, who today carry on the struggle, continue in solidarity and who hope to return to their country.

On the occasion of International Labour Day the Organising Committee of the C.N.T. abroad, sends them a militant and fraternal recognition of solidarity.

The working class and people of Uruguay, who last November caused the failure of the dictatorships' «programme» find themselves today before a new attempt to institutionalise the regime.

To impose their economic model, which is at once contrary to the interests of the country and the people, the regime needs to legalise its system of re-

pression with its new legislation regarding work.

The popular wish is for the replacement of the regime by an Assembly of all the shades of popular opinion.

On this Labour Day, we appeal with confidence to those who are the best defence of the people and the most reliable hope for the future; the workers and their unions, for an intensification of solidarity and the struggle.

We reiterate our efforts for solidarity with all those who have in solid fashion, expressed the hopes of the people.

For unity among these in their attempt to remove the regime and replace it with democracy.

For international solidarity with the peoples of the world for the ideals of freedom, social justice and peace.

For the indestructible unity of the workers, joined to the C.N.T. and its unions.

**THE ORGANISING
COMMITTEE OF THE C.N.T.
ACTIVITIES ABROAD.**

1st May 1981.



EXTRAORDINARY MEETING OF THE COORDINATION BODY OF THE C.N.T. ACTIVITIES ABROAD

In Paris, January 24 - 25, 1981, the Coordination Body of the C.N.T. activities abroad, met to discuss further plans. The meeting profited from the solidarity of the French workers and of the C.N.T. commission in France.

The meeting examined the situation of the Resistance movement, in particular the new circumstances in the country after the popular refusal manifested during the 30 November plebiscite, as well as the new tasks to be accomplished in the oncoming stage.

The participants have reported about their experience, activities and solidarity manifestations since the Rome meeting in October 1980.

The efforts to isolate and condemn at an international level, the political plan of the dictatorship and the whole

plebiscite stage, were highly appreciated. On October 31, 1980, a world day in favour of the disappeared persons and against the «calendar» of institutionalization and plebiscite organized at an appeal by the C.N.T. signified one of the most important turning points in the C.N.T. activities abroad.

This extraordinary meeting was attended by all the members of the Coordination Body. In compliance with the resolution of the 2nd. Stockholm meeting, brother Luis Romero representing the union of rubber workers was coopted in the Body.

The meeting was held in a fraternal climate. The exchange of views was frank and open and the confrontation of opinions concerning the most burning and



Meeting at Paris on the 24th and 25th of January; the comrades from left to right Roberto Olmos, Ignacio Huguet, Sixto Amaro, Felix Diaz, Carlos Bouzas, Daniel Baldassarri, Ernesto Goggi, Luis Romero, Antonio Adourian and Ricardo Villaró.

urgent problems of the topical situation, as well as the ways and means how to achieve a solution, was extremely useful. The prevailing concern was to serve best the interests of the working people and the entire nation.

The meeting concluded that the 30 November victory was of major importance, but at the same time it was necessary to prepare for new attempts of the dictatorship to achieve its own institutionalization. It is obvious that the regime will try -through the State Council- to have approved the draft-proposal of the Act on trade union activities, severely criticized by the I.L.O., and the international trade union movement, as it constitutes a flagrant violation of the I.L.O. Conventions 87 and 98 - among other conventions and accords in force- and which was refused by the plebiscite on November 30

with a decisive NO of the people. The dictatorship simply wants to ignore the will of the people in order to maintain the systematic repression of the working people, the indispensable condition for the implementation of the existing economic model with antipopular and antinational content.

The different expressions of the workers and of the entire people mean, in fact, a tremendous outcry of all the people demanding the fall of the dictatorship, the establishment of a provisional government commissioned to convoke a Constituting Assembly with a popular base consisting of all the strata and all the opinion trends.

The meeting stated that it was necessary to double efforts in order to obtain a general amnesty without



FELIX DIAZ

THE ONLY EXPLANATION

When the people of Uruguay said its vigorous NO to the attempts of the dictatorship to obtain a legitimate face thanks to a plebiscite, there were many people who asked with marvel and astonishment how was such a miracle possible?

How is it possible that a people without access to propaganda mass media, without a right to meet, without access to radio, television, could compete with the well oiled machine of the regime propaganda?

How is it possible that nearly eight years after the arrival of the dictatorship and regardless of the ideological and physical terror the election could have such a result?

What is the secret of this marvellous victory?

There are not two interpretations, there is only one: the Uruguayan people has been never made to kneel! When saying this we take into account the hard ordeal and experience this people had to live; in our modest view, this can only accentuate the value of such a victory.

We cannot deny the fact that in spite of the heroism of our working class and of other strata of the population during the general strike from June 27 to July 12, 1973, it was not possible to prevent the arrival of fascism to Uruguay. It was not possible to prevent the dictatorship from liquidating by blood, fire and death all that remained from democracy in our country. This democracy was not of democracy in our country. This democracy was not a gift offered by anybody, this democracy was the fruit of many years of struggle watered by the blood of men and women like Julia Escorino, María del Carmen Díaz, Dantier Gómez, Ruben Paleo, César Muñoz, Urián Correa and many others. But at the same time, no one can deny the fact that a dictatorship supported only - although it certainly is not a mere trifle - by bayonets can never beat the Uruguayan people, since such a dictatorship has not one sole minute of respite. Our working class, our young generation have never accepted even a hypothetical possibility of a final defeat. They knew how to find ways and means of efficient confrontation, although in worse conditions. The end of the general strike which could no longer be continued - at least in its general character - led to a search for new forms of struggle which, although not born directly of our country, corresponded to genuine reality and, therefore, were capable of winning. The working class, the young generation and other strata took recourse to some measures which were defined by the dictatorship as final objectives but, in the hands and will of the popular masses, turned into means and tools representing efficient arms of struggle against the dictatorship itself. The trade union reaffiliation, university elections, parity commissions, etc., illustrate our attitude; the same, of course, can be said about the Comargen strikes, the struggle of the workers in transport, building industry, bank employees, etc., a struggle which culminated with the magnificent

manifestation of the 1980 May Day. And we have not yet mentioned the immense value of the permanent and systematic value of the propaganda - sometimes legal, sometimes carried out in the underground - which takes various and numerous forms.

This permanent action, this continuous struggle, very often obscure, unseen, full of sacrifices, represented the fundamental base of the great victory of November 30.

When speaking about the whole process of this victory, we cannot resist the temptation of borrowing the words of Mario Benedetti: And the victory will continue growing slowly, as all victories grow!

And really, the victory was forged in this way... Slowly, gradually. It was not forged by itself, it was watered by the sweat of our people, by the tears of those who lost their parents in the increasing unity of all the antifascists, by the magnificent international solidarity from which we profited so much, by the everyday work of the exiled persons...



One aspect of the resistance during the heroic general strike.

Just as the general strike was not a spontaneous explosion but rather an application of the C.N.T. resolutions, November 30 was not a spontaneous and explosive action of a disoriented and disillusioned people either; it was a conscious action of a people knowing what it wanted, which had built stone by stone the great edifice of the antifascist unity. A long umbilical cord unites the general strike of November 30 with all the actions and events inspired by the November 30, aiming at the great final victory which our people shall celebrate in a short time, side by side with all the peoples of the world, on the occasion of the final fall of the Uruguayan dictatorship.

Just as were mistaken those who did not see the



UNIDAD, SOLIDARIDAD Y LUCHA
UNITÉ, SOLIDARITÉ ET LUTTE
UNITY, SOLIDARITY AND STRUGGLE

3

Quarterly publication of the National Convention
of Uruguayan Workers abroad.

— coordinating body —

SUMMARY N. 3 — YEAR 1981

• 1st May 1981	page 21
• Extraordinary meeting of the Coordination Body of the C.N.T. activities abroad	page 22
• The only explanation	page 23
• Activities of the C.N.T.	page 25
• Fine gesture...	page 26
• Respect the will of the uruguayan people	page 27
• The uruguayan University and the C.N.T.	page 28
• Political economy to the detriment of the country	page 30
• El Salvador	page 31
• Usefulness of wipers	page 32
• The beauty of the attempt	page 34
• To the workers	page 36
• Latin American meeting of the Coordinating Body of the C.N.T. abroad meets in Panama	page 39

The design on our cover published in Brussels (Belgium) by the C.S.C. (Centrale
Syndicale Chrétienne) on the International day for the disappeared.

Edited by:
POSTBUS 643
3700 AP ZEIST
HOLLAND

1981 - THE C.N.T.'s 15th ANNIVERSARY



● On 18 November 1980, the CNT's representatives dealing with work at the ILO, Brothers Daniel Baldassari, Ricardo Vilaró and Roberto Olmos, had a meeting in Geneva with Professor Philippe Cahier and Mr. Manuel Araoz, who were about to be sent by the ILO Director General to Uruguay to make contacts and have talks with representatives of the Uruguayan dictatorship about matters which have been the subject of discussion in the ILO Committee on Freedom of Association for years, arising out of the dictatorship's constant violation of trade union rights and freedoms and the persecutions, imprisonments, tortures, killings, abductions and other illegal acts it has perpetrated against the workers, and especially against trade unionists in Uruguay. Our representatives gave detailed information on the real situation in Uruguay with supporting documents such as the draft constitution, to which the people gave a categoric NO on 30 November, which contains provisions concerning trade union activities in clear violation of ILO Conventions and Resolutions.

● On 24 November 1980, a delegation from the CNT's Body for Coordinating Activities Abroad, consisting of Brothers Ricardo Vilaró, Daniel Baldassari and José Rivas, had talks with a delegation from the ICFTU, consisting of Enzo Friso and Juan José del Pino, at its headquarters in Brussels. Our representatives gave a full account of our activities and plans of work and gave information about the referendum on the new constitution which was due to be held six days later. The talks centred on the matter of trade union rights in Uruguay and other countries in Latin America, human rights, the World Day being organised by the C.N.T. for 19 March and forms of cooperation among our organisations.

ACTIVITIES OF THE C.N.T.

● There was a meeting of the Committee of the Coordinating Body in Stockholm, Sweden, on 28 February 1981, for the countries of northern Europe. It was attended by Brothers Ignacio Huguet, Eugenio Bentaberry, Antonio Adourian and Daniel Baldassari. It looked at all aspects of the implementation of the plans of work and agreements reached at the Coordinating Body's January meeting in France, as well as the need to go to Norway and Denmark to make contacts and prepare activities in other countries of the region.

● On 2 and 3 March, a C.N.T. delegation consisting of Brother Daniel Baldassari of the Coordinating Body and our representative in Norway, Brother Hector Campomar, had various meetings in Oslo. They had talks with the Secretary for the International Department of the Norwegian trade union centre, Brother Eider Truelsen; with the Private Secretary of the Norwegian Minister for Foreign Affairs, Mr. Bernt Bull, and the person in charge of Latin American affairs at the Ministry; with the Secretary for International Relations of the Socialist Party of the Left (SV); and with Oddvar Stolen of the Municipal Construction and Petroleum Trade Union. At all these meetings, our brothers explained the present situation in Uruguay, the state of trade union rights, the serious danger threatening the lives of trade unionist and political prisoners, the dictatorship's latest plans to legalise its odious regime of terror, especially with regard to their intention to pass an antidemocratic law on trade unions, which has the aim of disregarding the people's verdict on 30 November and «cheating» the will of the Uruguayan people. Forms of cooperation with us were also discussed with the trade union organisations visited. Two interviews were also given to the Norwegian press.

Brother Baldassari had a meeting with members of the Oslo Uruguay Committee, to whom he explained the CNT's evaluation of the present situation, its plan of work and the need to integrate with C.N.T. activities in Norway as a way of putting solidarity with the workers and people of our country into practice from the trade union angle. This proposal was well received with an expression of readiness to join in the work of the C.N.T..

● On 4 and 5 March, Brother Daniel Baldassari, representative of the Coordinating Body was in Copenhagen, Denmark, where he had meetings with a group of brothers who carried out trade union activities within the organic structures of the C.N.T. and its affiliates in Uruguay and with members of the Danish Uruguay Committee. As a result of the first meetings a C.N.T. Working Commission in Denmark was set up, comprising five brothers who had carried out trade union activities in Uruguay. In his meeting with his Uruguayan compatriots in the Uruguay Committee, Baldassari informed them fully of the activities of the CNT's Coordinating Body Abroad, its plans, the need to integrate with the work of the C.N.T., and, in the specific case of Denmark, to support the newly set up Working Commission by taking an active part in its work, contributing ideas and opinions to ensure the maximum success in the aims they pursue, namely, the promotion of the greatest possible solidarity with those struggling at home, with prisoners and their families, so as to hasten the day when the dictatorship falls.

Together with the members of the Working Commission, Baldassari had talks with the Secretary for International Relations of the Danish workers' centre (LO), Brother Peer Carlsen; with the General Secretary of the Graphic Arts Union, Brother Kjeld Olsen; and

with three leaders of the metalworkers union. In all these meetings, explanations were given on the situation in Uruguay with regard to democratic freedoms, trade union rights and the antidemocratic law on trade union activity which the dictatorship wants to pass, as well as other subjects.

● The C.N.T. was invited to take part in a symposium on the policy of institutionalising the state of emergency and its consequences for the Uruguayan people. This event, organised by the Uruguayan judges' and lawyers' organisation SIJAU, took place on 27 and 28 February, with the support of the International Association of Democratic Lawyers, the Centre for the Independence of Judges and Lawyers, the International Commission of Jurists and the International Human Rights Federation. As our centre was unable to accept the invitation, it sent a letter expressing our support for this important event.

● We have received information that the Uruguayan textile workers' leader, Juan Angel Toledo, has been released. He was arrested at his home in the early hours of the morning of 14 June 1977 and held prisoner for three and a half years, twice the formal sentence, during one and a half years of which he was subject to «security measures». However, his release was conditional on his leaving the country. The Swedish government gave him a visa and he arrived there on 9 January this year. One more comrade successfully snatched from the arms of fascism by the struggle and resistance of our people, aided by international solidarity. At the same time as using these pages to greet our dear comrade, veteran leader of our country's trade union movement, we repeat our call for continual struggle to achieve the release of all trade unionist and political prisoners.

ITALY

FINE GESTURE...



Eugenio Bentaberry speaks.

The Italian electricians' union, FNLE, has made a fine and effective gesture of solidarity with the members of the Uruguayan electricians' union, UTE, in the person of that organisation's President, Brother Eugenio Bentaberry. All the time he was in prison, they worked continuously for his release and were largely implementary in achieving it. Once he was released, the electricians of Milan invited Bentaberry to visit the city, which he did in October 1960. On 23 October they organised a demonstration in his honour during which a packed hall of enthusiastic listeners heard with great emotion the

words Bentaberry addressed to them on that occasion. Above the platform was a huge placard reading:

UNITED, WORKERS WILL NEVER BE DEFEATED and signed by the three Italian centres, CGIL-CISL-UIL.

This profound expression of solidarity was repeated by other Italian workers in the electricity industry who, in all the work-places Bentaberry visited, overwhelmed him with simple but very moving presentations of bouquets of flowers and other gifts.

Later they published a beautiful leaflet, whose cover we print with this article, giving Bentaberry's testimony, his speech at the 23 October demonstration and photographs.

The solidarity action carried out by the Milan electricians is proof of what international solidarity among workers can achieve, not only in general, but also in concrete form.

On behalf of the workers of our homeland, all the trade unionist and political prisoners and their heroic families, we thank the electricians of Milan and, at the same time, call on all trade unions, according to their industrial branch, sector or speciality, to take the names off imprisoned trade unionists and make them a banner for anti-fascist struggle, not to allow the dictatorship to get away with keeping our comrades in prison, to carry out continuous activities to bring about the release of trade unionists in Uruguay and to shorten their time in prison. International solidarity will go on snatching prisoners from the arms of fascism.

from page 23

THE ONLY EXPLANATION

everyday struggles of our people headed by the working class, and who did not believe in the possibility of such a decisive NO, are mistaken those who think that the victory of November 30 means the overthrow of fascism. And, it could be added, they are mistaken in a very dangerous way. True enough, we hit fascism very hard, so that we brought nearer its inexorable defeat, but, and this has to be said quite clearly, we have not defeated fascism with final validity. We have all the reasons to be optimistic, but, on the other hand, we must not yet ring all the bells of victory; we must not succumb to any illusions.

The beast was seriously wounded by the struggles of the people supported by international solidarity. But no wild beast gives up without a hard fight. The dictatorship was hit and suffered very grave wounds, but it was not yet overthrown...

In order to bring about its irreversible end, it has to be beaten day by day and continuously.

Today, more than ever, it is indispensable to wage a struggle without respite in order to free the political and trade unionist prisoners. We have to intensify our struggle for a general amnesty without restrictions, our

struggle for a constitutional assembly with a popular base, our struggle for the deepest unity of all the antifascists wherever they are. The time has come for a unity of all the genuine of the country of Artigas, the time has come for the unity of all men and women, Catholics or atheists, white or coloured, communist or socialist, GAU or anarchists, to overthrow the dictatorship. The time has come for the unity of all the revolutionaries be they members of the «Frente Amplio» or of other sectors in the fight. To refuse such a unity, no matter what the motive is, means helping - even though unconsciously - the enemy of our people, fascism.

The struggle against fascism can never be the heritage of one stratum or one people only; it is a struggle of all those who are genuine sons of the people and have their place in its ranks.

At this hour when we stand near the victory, let us remember - in order to achieve it - that we have to observe till the end the immortal motto of José Gervasio Artigas: **UNITE, DEAR COMPATRIOTS, AND YOU ARE CERTAIN TO WIN!**



RESPECT THE URUGUAYAN PEOPLE'S WILL

DANIEL BALDASSARI

The people of Uruguay won a triumphant historic victory in its struggle against the dictatorship: on November 30 last year and in spite of all the frauds, blackmail, official lies; in spite of a total absence of democratic rights and liberties the people took in its sweeping majority a stand against the political plan of the dictatorship wishing to institutionalize its disgraceful terrorist regime.

The dictatorship was paralyzed for a while by the shock it suffered. In their declarations, the fascist leaders tried to deny the importance of the plebiscite results; attempting to win time they wanted to recover from the defeat and take again initiative in their hands, the initiative torn out of their hands by the people which, after its vigorous NO, demands with renewed energy the fall of the dictatorship, convocation of a genuine constituting assembly with a popular base, a large and unrestricted amnesty with immediate liberation of all the political and trade union leaders and a restoration of all the civil rights.

Let nobody be deceived, however: the fascist bosses will try again to change the situation with all available means, to define new plans of institutionalization which would facilitate their grip and power over the country. All this only increases the danger of new provocations, of new repressions similar to the provocations and repressive acts against the political prisoners and their families.

Let us just remember the assassinations by torture or the sequel of torture of Edmundo Rovira, Jorge Dabo, Emilio Fernandez and Hugo Dermitt, the latter when he was to be transferred from the prison Libertad to the Montevideo Police Headquarters, waiting to be liberated and deported to Sweden, thanks to a visa granted to him by this country.

The attempts and tendency to change the situation, to defy the will of the Uruguayan people is manifested also by the intentions-announced by the dictatorship- to have approved by the State Council a draft-proposal of an Act on trade and professional organizations presented already in December 1979 but blocked after an avalanche of criticisms and protests against the project by the trade union organizations of the country, the I.L.O. and the international trade union movement, by all the democratic forces of the world including personalities and statesmen.

The dictatorship wants to acquire an agreement of the I.L.O., its green light for a proposal of a law violating totally the Conventions No. 87 and 98 of the I.L.O., its Constitution as well as the laws and constitution of the Republic; clauses and stipulation contained in this draft-proposal can be found also in the draft-proposal of the Constitution rejected by the people on November 30, last year. Nowadays, the dictatorship is trying to drown this pronouncement, this expression of the people's will, by adopting in the State Council what the people had



Publicity in favour of a 'yes' vote.

rejected during the ballot.

The working people of Uruguay said and expressed quite clearly that they wanted to organize freely without any interference or paternalism, in terms of principles and stipulations recognized at the international level, in particular by the Conventions No. 87 and 98 of the I.L.O. Our centre invites all the trade union organizations, all the democratic forces to take a stand and condemn once again the fascist dictatorship which would like to make its power eternal by an institutionalization of the regime. We invite to reject the intention of the dictatorship to approve an antidemocratic trade union law, pretending it is accepted by the people, we invite them to protests with the support of all the democratic forces.

International solidarity with the workers and people of Uruguay is a permanent stimulus for the struggle against the dictatorship; the struggle inside the country profiting from the international solidarity will make an end to the plans of the dictatorship and turn the 30 November victory into a genuine democratic solution favouring the aspirations of our people.

THE URUGUAYAN UNIVERSITY AND THE C.N.T.

Since the founding of the university it has been a fertile ground for the development of all political tendencies.

The only institution for higher education in the republic, the university differs from other Latin-American models in admitting all social classes. Public education is free; the sole entrance condition being the passing of secondary studies. There are, however, the familiar economic limitations; the workers and peasants being unable to afford the loss of a wage-earner in the family to higher education. This is the case despite the university's attempt to popularise its structure, especially evident in its period of self-government (1958-1978), when even so there were practically no students from these classes.

Since the military intervention these problems are no longer examined in the university. The tendency is to adopt more and more the classic capitalist structure; a university based on class, and this state of affairs is aggravated by the growing dependance of the university on the state.

Despite the university government's philosophy, the «Students Aid Organisation» (Bienestar Estudiantil), which is independently financed, is controlled by the state and thus unable to change the university's social structure.

The possibility of becoming a university professor was also based on examination before the 1973 military intervention. The University had developed on this basis since the second World War, after which growth in economic prosperity and an increase in the number of students led to a spread in the phenomenon of ideological discussion.

The leap in the number of students led to a parallel rise in the numbers of teachers and researchers, and thus, given the years of liberalism, the university's traditional principles of justice and liberty, the communal way of life, ideological discussion grew, hampered only by the constitution.

This ideological confrontation led naturally to a recognition of the concrete reality existing in Uruguay.

As teaching and research developed in this critical spirit a rupture with the powers that be became inevitable, and this need for change was made more evident as a result of the university's Annual General Assemblies of 1945-1948 and also that of 1957. As a result the internal structure of the university was made more democratic by law (the «Ley Organica Universitaria»).

From 1958 a natural process of development began, influenced by many national and continental factors.

The difference between the entrance level since the late fifties and the structure previously was a decisive factor in the widening of the rupture with the dominating oligarchy.

The University stopped being a private domain of knowledge reserved for the wealthy and began to be available to the population as a whole.

Added to this system were the teachings of young professors qualified not by age but by their abilities, strictly controlled by the university requirements.

Although for economic and social reasons the workers and peasants were unable to register, the internal structure modified considerably and contained a large ideological confrontation.

The facile labelling of Uruguay as the «Switzerland of Latin America» so favoured by the reactionaries of a politically decadent class, was not enough to get them past the reefs of the university classes or the severity of the examinations.

Whilst the university defined its position, the conflicts with the dominating oligarchy increased.

Its criticisms of the economic and social structure, provisions for health and housing, and the paralysed agricultural system were seen as subversive and the dramatic years of siege, assault and periodic attacks on the university began.

In 1988, nearly 100 years after the death of Francisco Lavandera by Latorre's men, Liber Arce died in the street, murdered by the repressive forces which even then were preparing the present fascist dictatorship.

Followed by the death of other students the repressive spectre began to haunt the unionists and politicians.

They have not stopped there, but have extended their efforts to crack the resistance to the dictatorship by the





CARLOS REVERDITO

imposition of a regime of terror and ruthless torture; the only means by which their power is maintained. No account is taken of the political front or of social pressure, expressed recently in the massive «NO» vote of the 30 November 1980, (despite the enormous difficulties imposed on the populace).

The University did not pass automatically from one position to another and to be able to analyse the development one must recognise that there existed in all the strata of the university, people affiliated to the N.C.U.W.

As a result of these individuals' heroic struggle and activity, the institution followed a logical route in its development, the students and teachers having understood the country's contradictions.

The University did not acquire political sense - in the widest use of the expression - to dispute power, but to denounce the permanent cause of the system's crisis. The same battle was undertaken by the organised workers, which was to create its sole centre in 1965, on which sat a representative of the glorious Federation of Uruguayan University Students.

THE N.C.U.W. WAS THE UNIVERSITY'S NATURAL ALLY AND IT'S MOST COMMITTED SUPPORTER. CULTURE AND WORK HAVE SEALED THE YEARS OF STRUGGLE AGAINST THE DOMINATING POWER.



If in 1933 the cloister-like position of the University was tolerated, this became impossible after the 1973 coup d'etat.

The dictatorship was aware that the elimination of the N.C.U.W., the University and the political parties was indispensable.

Inhuman terror was the only means for such a minority to confront the wishes of a whole people.

The question is that of freedom or despotism. Never before has the word «freedom» been so taken up by the people, and most of all by the students.

Seven years have been unable to wipe out or damage this marvellous unity; this alliance which produced the demonstration of 200.000 people in 1958, and took its part in foreing the «Ley organica Universitaria».

Both at home and in exile, it is largely the workers and students who have devoted themselves to a daily opposition of fascism and it's power.

And the fascist's days are numbered, for in this alliance of students and workers is found it's most serious enemy; an alliance constructed yesterday as a means of defence of democratic institutions and confirmed today in it's plans for national reconstruction.

All the efforts of the oligarchy, all it's repression, have been unable to destroy the best and purest traditions of freedom of the Uruguayan people.

Why then, despite the enormous facade of this dictatorship, which hides years of North-American strategy and investment, has it failed to give fruit, failed to find a single political or social ally at home or abroad?

THE ANSWER CAN BE GIVEN BY THE PEOPLE AND IT'S ORGANISATIONS WHICH FASCISM HAS BEEN UNABLE TO PENETRATE, IN ONE WORD; THE ANSWER IS UNITY.

The ideas of Artigas, confirmed in the struggle against Spanish imperialism and for national unity, apply to our people in it's Latin-American context.

From the beginning of our country's cultural, intellectual and social development the ideal of freedom, hate of all forms of dictatorship have described our people's position.

OUR COUNTRY CAN BE PROUD OF IT'S SONS FORMED IN THIS SCHOOL; THOSE WHO HAVE NEVER RENOUNCED THESE PRINCIPLES, DESPITE THE ENORMOUS SACRIFICES THIS HAS IMPLIED; SACRIFICES IMPOSED BY THE FASCIST DICTATORSHIP.

WITH IMMENSE CONFIDENCE IN IT'S DESTINY THE URUGUAYEN PEOPLE HAS RAISED THE FLAG OF UNITY; WITH THIS AND IT'S GREAT STRENGTH IT WILL DESTROY THE DICTATORSHIP.

POLITICAL ECONOMY TO THE DETRIMENT OF THE COUNTRY

During the 60s. and within the framework of an economy manifesting signs of fatigue, two programmes and conceptions opposed each other: that of the people supported by the C.N.T., and that of the oligarchy serving the interests of foreign capital and the transnational corporations.

The influence and weight of the working class and its organizations, in alliance with progressively oriented sectors and forces, formed the base for a defense of the interests of the working people, the country, of freedom and democratic rights. As the oligarchy was not capable to impose its programme and shift the burden of the crisis

The restructuring of the state administration and machinery while maintaining and developing its role in the economy -in spite of some minor concessions to the private sector- stimulated the «non traditional» export industry, developed financial activity -with the attempt to create in Uruguay a strong financial centre- even where the possibilities are limited- transferred the incomes from the agricultural sector, especially from the workers, to privileged sectors, determined the types and ways of exchanges, used foreign credits to cover the fiscal deficit, modified the interest rates with the intention to reconstruct the credit system of the country, determined an inflation rate with the objective to guarantee adequate profit margins for the capital and income transfers. The



The National Bank becomes each day more «national».

on the shoulders of the working people, it had only one solution: foreign indebtedment. With the intensification of the social and political struggles, the system was losing its social legitimacy, the democratic institutional forms representing an obstacle to a reactionary and conservative economic model. In order to overcome all these inconveniences, a coup is organized in June 1973.

The crisis of the capitalist system, the oil crisis, the drop in meat prices, the demands of the creditors obliged the coup plotters to regroup their forces in the country, strengthen their dictatorship and adopt an economic policy which could solve the grave difficulties of the economy. The time came for Vegg Villegas to take the post of the minister of economy and finances and to introduce a new economic model. Without changing the official formulation and wording of the economic policy -open economy, liberalisation, struggle against inflation, etc- such economic instruments are used -way of exchanges, interest rates, inflation, etc- to provide adequate wage levels for key sectors decisive of the model function, while punishing the remaining ones.



View of the port of Montevideo

measures were adapted and tailor-made in relation to the most urgent requirements. The decree of August 23 1978 hailed by the cattle breeders, was in a sense, only palliative, since the definition of the type of exchange based on the October 1978 decrees a six-month preliminary notice announcing the type of exchange to be carried out -combined with a higher interest rate and other monetary measures annulled, in fact, to a large extent all the advantages expected by the breeders and helped only the profits of the frozen meat industry, the speculating foreign capital investors and also determined the fate of some real estate properties.

Measures are taken and economic instruments are used, but the model is maintained, strengthening again the hegemony constituted by the financial capital, the International Bank and the state administration.

The present-day logic of the system is the logic of the



RICARDO VILARO

financial capital. The logic of the capital validation does not necessarily include a productive investment.

The consequences of this policy closure of factories; difficulties in the agricultural sector, in the productive activity; reduction of the regime. The regime tries, however, to avoid that the social consequences turn into protest movements which could not be easily contained.

The strength of the model -from the point of the dictatorship- is seen especially in the fact that the balance of payments is positive, active; international reserves are quite high; foreign credits of the government are secured. But the origin of this strength shows us also its vulnerability.

The social contradictions are only fed and intensified by the policy of the dictatorship. The feeling of uneasiness caused by economic and social reasons is ever deeper. Industrial exporters complain of the type of exchanges imposed; cattle breeders demand sales of live animals, but there is no commercial company to accept this, and there are no adequate prices for the meat; different freezing plants were closed because of the meat; different exporting companies did not have sufficient orders; the reconversion of debts became obligatory for the cultivators, otherwise they were facing bankruptcy; the industrialists manufacturing for the home market face the competition of Argentine based on the accords about the free zone. And the working people representing the majority of the country see that their wages are half of what they used to be eight years ago, that work accidents are multiplying, that the labour regime is controlled by an authoritarian climate, etc. The repression does not try only to prevent the trade unions defending the standard of living of their members, but

would like to destroy the role of the unions in the defense of human working conditions.

The forceful introduction of such an antinational and antipopular model means, as a consequence, a concentration of wealth in an ever smaller number of hands, an alienation of the country and its economy, deepening and strengthening of its ties of dependence.

If, as we have said, the balance of payments is positive, it is accompanied by an influx of foreign speculative capital which is oriented only in its smaller proportion to productive activity and which is getting hold of the country step by step. During all that time the trade balance has been negative for three years; passive. If, in 1979, it was confirmed that the state deficit reached a record sum, today we can already say that the 1980 results show the record beaten again; the import doubling the export the trade deficit culminated. Moreover, the import consists mainly of superfluous products and goods for consumption by a minority, while the majority of the population lacks quite essential goods.

This is the result of the economic model put through by the dictatorship. In order to have this model imposed and maintained, repression is necessary; the democratic freedoms and rights have to be restricted. In order to perpetuate such a state of affairs the dictatorship wanted to become eternal by way of its own institutionalization. But the people said its NO. And only the people, its C.N.T. trade unions, the political parties can act as protagonists of a national, popular policy whose decision-making centres would stay in the hands of the people.

Cost what it cost, the dictatorship has to be overthrown.

«EL SALVADOR»

At an extraordinary meeting of the CNT's Body for Coordinating Activities Abroad, held in Paris on 24 and 25 January, it was agreed to manifest our full solidarity with the struggle of the Salvadorean people. In this context it was recommended to the CNT's Working Commissions and representatives in different countries to take initiatives to promote and participate in acts of solidarity with our brothers, the people of El Salvador.

HUGE DEMONSTRATION IN AMSTERDAM

In Amsterdam on 14 February there was a vast street demonstration organised by the Committee of Solidarity with El Salvador, Dutch political parties and the trade union centre FNV, which finished with an indoor rally. The C.N.T., together with Uruguayans resident in the country, took part in this demonstration and rally with placards

voicing the CNT's solidarity with the struggle of the Salvadorean people. Members of the C.N.T. made a public collection in the street which yielded the equivalent of 500 dollars which was handed over during the rally by one of the most active collectors, Brother Aurelio Gonzalez. This concrete form of solidarity was warmly received by those attending the meeting.

The demonstration passed through part of central Amsterdam to the United States Consulate, where all the demonstrators congregated for an hour during which time they chanted slogans against US intervention in El Salvador, burned an American flag and one of the organisers made a speech.

All along the route of the demonstration slogans such as «Death to Reagan» and «NO to intervention in El Salvador» were written up on walls and on the streets.

USEFULNESS OF WIPERS.

The motion of the wipers could be compared to a gesture of negation repeated with insistence. The replacement of the inscription «smoking prohibited» by «NO smoking» in the urban transport buses, the chanted motto «Uruguay says NO and NO» during football matches, announcements «Sunday NO open» suspended on the doors of small shops, adhesive tapes on goods packages with an inscription «NO - C.N.T. - NO», all these examples were typical for the answer of the people to the constitution proposed by the Uruguayan dictatorship, answer extremely ingenious in order to by-pass the obstacle of the strict official censorship.

These popular expressions represented the visible part of the «iceberg» of the people's will, iceberg submerged because of the seven years of terror, torture, imprisonments, death and persecutions of any democratic attitude or position.

These popular expressions struggled in an uneven confrontation with a multitude of publicity means in the



streets, with an avalanche of propaganda by radio and T.V., with a terrorist pressure by the men in power or with the official propaganda introduced in public offices, schools, etc. Every pair of fully operating wipers was opposed by a wave of propaganda in the T.V., every bus with an enormous «NO» before the word «smoking» was opposed by five big panels in live colours reminding all the citizens that a «yes» to the draft proposal of the constitution would mean an entry in the marvellous world of peace, democracy still existed, the dictatorship allowed some political leaders to express their points of view in a T.V. transmitted discussion and during another radio transmitted exchange of opinions, and also to hold two public meetings in the cinemas of Montevideo and some others in the provincial towns.

How, under these conditions, was it possible that the people took a position supported by the sweeping majority of all the citizens a majority far bigger than the officially announced fraudulent results issued by the

dictatorship?

How was it possible to beat the official propaganda by a mere common sense expressed in the badly printed leaflets distributed illegally and passing from hand to hand and from photocopy to photocopy?

Why did the working people take such an obstinate position and come to the underground round-table talks organized by the C.N.T. activists, although they knew that this kind of «offence» was punished by arrests and dismissals?

On the eve of the referendum the dictatorship set all their means and sources going. The first page of the pro-dictatorial daily «EL PAIS» announced a stop to evictions, special bonuses to the pensioners, a construction of 15.000 apartments for urgent cases, an immediate examination of a proposal to raise the wages and other initiatives in the field of important public works. This first page showed, in fact, a state in full development, a happy country which was still lacking one minor detail - a yes to



the constitution to enter the kingdom of marvels.

Yet the next day the people said NO in capital letters.

The people just avoided the snare whose intention was to make the citizens vote in favour of a text they even did not know.

The people has avoided the snare consisting in a manipulation of the ballot. We refuse all the masquerade which the dictatorship would like to use to cover its real face when speaking about the «exemplary electoral procedure».

The people, in fact, imposed quite clearly its will: We want neither fascism, nor a cheap paternalism; we demand the right to determine our own destiny.

But we should not be deceived and think that this popular explosion escalating during the ten days preceding the referendum was born spontaneously, as a consequence of a courageous attitude of one part of the press and of some political leaders who warned the people, whenever they could, against any institutional-

CARLOS BOUZAS



zation of an unworthy a regime.

If the dictatorship had not been confronted from the very beginning by the working class which had waged a fortnight strike decisive for the isolation of the regime, the dictatorship could have won the plebiscite. Of major importance in this disastrous defeat of the regime was the permanent resistance of the working class and the people as well as the fraternal attitude of solidarity by numerous organizations from the entire world, in particular of the national, regional and international trade union organisations.

The C.N.T. and the F.E.U.U. have never interrupted their efforts during the seven long years of the dictatorship. We have also paid our price: lives of outstanding patriots, in imprisonments tortures, in disappeared and missed persons, in imprisonments and exile. And the people was capable of making a clear distinction between the proliferation of posters and official slogans and a couple of wipers. The people was not deceived and said its NO with vigour and energy.

There is an old saying transferred from generation to generation: an old monkey would never sit on a rotten branch.

And we may say that we, the working people of Uruguay, we are really old monkeys. Joining the expression of the sweeping majority of the political parties in a commendable process of antidictatorial convergence, our NO is based on a century of working class struggles for freedom and democracy.

The C.N.T. lives, suffers and celebrates every day in the life of the working people. The C.N.T. has never taken a refuge in apolitical, totally mistaken attitudes avoiding to take a stand on problems directly influencing the life of the wage earners. It was always quite clear for all of us

that an abstention from giving an opinion on the referendum under a false and formalistic pretext of «giving everybody the freedom to act» would signify a consensus with the impoverishment of the wage earners, a reduction of the social advantages, low pensions, free way to dismissals and arbitrary acts.

It would also mean an agreement with the disgusting sentences pronounced by the so-called «military justice» hitting already more than three thousand compatriots, an acceptance of the fact that hundreds of people were sequestered by the repressive forces, it would mean an agreement with a final suppression of the public and trade union freedoms and arbitrary acts in political affairs.

Since our organization has always ranked among the best values produced and created by our people, we gave all we could -as patriots, as political, religious or social organizations of various tendencies and trends- to reaffirm once again our vigorous democratic will -even after seven years of repression.

At present we witness the opening of a new stage of the approach of the dictatorship's final end. As we have won a major battle, our forces are renewed and restored.

From the very heart of the country our brothers describe the unchanging disastrous economic situation, the same repression, but at the same time a renewed and strengthened courage thanks to the sacrifice and also the fruits of the plebiscite whose result was such that even the devil's apprentices were not capable of falsifying it.

During this new stage we would be happy if we could reckon with determined support of the all the friends throughout the world -as to- date. The noble cause of liberty unites us every day more and more.

from page 22

EXTRAORDINARY MEETING...

The meeting adopted unanimously the following documents:

- The work plan till the next meeting of the Body foreseen for the month of October in the Netherlands.
- A convocation letter for the First World Day in defense of education and culture in Uruguay.
- An appeal on the occasion of the next May Day.
- An appeal to solidarity with the workers and people of Salvador.
- Various resolutions.

All the participants agreed that the situation in our country at the present stage of history required a larger effort in the struggle, waged heroically by the workers and the C.N.T. in Uruguay, and that it represented a qualitative change in the tasks of solidarity and denunciation to be accomplished by the C.N.T. abroad.

restrictions, in order to achieve a situation capable of putting into life all the people's aspirations in short delays and preventing the increasing risks threatening the thousands of political prisoners, a situation guaranteeing their immediate release as one of the primary demands.

The meeting examined the actual situation and the struggles of the workers and peoples at the international level, in particular of the countries of Latin America and the Caribbean with an emphasis on the struggle of the people of Salvador, courageously confronting the criminal junta in power, trying to brake or even stop all the aspirations to get liberty for the people by massive massacres. The meeting decided to issue an invitation to double the solidarity actions with all the peoples struggling for their liberty, in particular with the people of Salvador, and to take initiatives in the same direction.

JUAN ANGEL TOLEDO.

SNATCHED FROM PRISON

R. PORLEY.

THE BEAUTY OF THE ATTEMPT.

«...WHETHER WE SUCCEEDED OR NOT...» taken from his last poem, written in prison. It was a happy meeting with this «angel of the people»; another piece of Uruguay snatched from the hands of fascism. Juan Angel will celebrate his 50th birthday on the 19th of May in Sweden, among his friends and in the company of his wife, Carmen, and his daughter, Mercedes.

They arrived on the 9th of January and are now in the refugee camp at Moheda. Toledo arrived directly from prison where he had spent three and a half years, twice his official condemnation. His is the only case in which the extra 18 months he served were not officially accounted for. To escape all accusations regarding this delay the regime went so far as to demand a change in the wording of his visa to Sweden.

His was yet another instance of the concentrated malevolence directed against union leaders, in this case of a man who for 27 years contributed to the maturity and unity of the Uruguayan working class.

The C.N.T. (National Convention of Uruguayan Workers) in Sweden obtained the vital support of the L.O. (General Workers' Union in Sweden) to begin the process which led to his rescue from Uruguay.

Drinking «mate» and smoking, we began our meeting the boys that Juan Angel wrote in the concentration and labour camps. They were taken away from him on several occasions. Censure made him create more. He learnt to paint.

He was ten years old and in the fourth year when his mother died. He left school immediately and began work.

All that he learnt was self-taught, and so it is all the more extraordinary that it includes history, languages, philosophy and economics.

«...that's a small part of what one cultivates in prison. The effort of showing the beauty of poetry -said Toledo- by those of us who couldn't write well. Those who could organised several literary competitions in different places of detention. We all tried to give expression to this faith in the future...»

THE FORTY DAYS' HELL

«...obviously, like many others, we lived through the forty days' hell which follows being picked up. We were hooded shadows, submitted to the sort of brutality which in some

cases led to death injury for life...»

«...it's not a matter of citing the well-known methods, or of naming individuals -he continued- but of the horrors to which I saw dozens of comrades submitted, comrades who included pregnant women...»

We didn't ask him to tell us about the underwater treatment, suspension, the long periods of forced standing, the continual beatings, the electric shocks, etc. which he suffered after his pick-up from the hall of his home, from where he was taken to the hotel «La Tablada» (an old abattoir, now used as a torture centre).

«...I'VE FORGOTTEN NOTHING...»

«...I've forgotten nothing. My heart and will are still behind the textile workers and the Uruguayan workers' movement, the Uruguayan people and all those who fight for a better world...»

This was the message relayed to Uruguay by Juan Angel Toledo on his arrival in Sweden.

He became a textile worker at the age of eighteen when he entered «La Aurora».

During the next twenty-seven years, he was to be elected and re-elected to the union board for the textile industry.

In 1955 he was secretary for information and in 1957 became secretary-general of the Textile-Workers' Union.

He was their delegate in the Coordinating Body of 1955 which led to the unification of the unions.

«...Recognising the necessity of solidarity, unified in the face of common grievances, by patient and lengthy discussion of a programme for a Central body (Central unica de trabajadores) this coordinating commission took a first step in 1961 with the formation of the C.T.U., whose place was taken in 1964 by the C.N.T., first of all in the role of coordination and since 15 years ago as the National Convention of Uruguayan Workers...»

During the period 1962-1965 Toledo was the secretary for information and public relations for the 20-million-strong C.O.T. (Textile Workers' Congress), then made up of the general secretariat of Uruguayan workers constituted by Enrique Pastorino, Luciano Da Silva and Juan Angel Toledo. The demands of the C.O.T. obliged Toledo to concentrate on internal direction, thus sharing the responsibility of pro-secretary-general with Ignacio Huguet.

Toledo and Huguet both participated on several occasions in international meetings of textile unions.



R. Porley interviews the recently liberated Juan Angel Toledo in Stockholm.

CANTO ARDIENTE DE AMOR Y DE ESPERANZA

Qué hermoso es el intento aunque de intentos más allá no vaya de reflejar anhelos y pasiones en canto ardiente de amor y de esperanza, en canto que defiende a la pureza del arte que no es arte sin belleza, pero sin olvidar que es cosa vana la belleza formal y sin esencia.

Qué importa de la forma la armonía si nuestro canto fuera un hueco gigantesco indolente a la cruel inarmonía que signa aún el paso de este tiempo.

¡ Que hermoso es el intento!

¡ Que hermoso es el intento!

*cuando de intento más allá no vaya,
de reflejar anhelos y pasiones
en canto ardiente de amor y de esperanza.*

*En canto que defiende la pureza
del arte que no es arte sin belleza,
pero sin olvidar que es cosa vana,
la belleza formal y sin esencia.*

*¡ Qué importa, de la forma la armonía,
si nuestro canto fuera un hueco gigantesco,
de indolente ante la cruel inarmonía,
que signa aún, el paso de este tiempo.*

off

*Quiero a momentos de 1970
- el 4º de octubre, desde
permanencia un paso, cuando
la luz del 2º el punto de
- quien se quedaba en
- 1970 a la mañana.
1970*

THE MALEVOLENCE DIRECTED AGAINST A WORKERS' LEADER

From start to finish the case against Juan Angel Toledo is a reproach to the dictatorship. In his own words:

- I was never questioned by a judge.
- Once the first depositions were made in front of the military justice (21 September 1977) the magistrate told me himself that there was no accusation against me, in neither of the declarations, which contained any elements to condemn me.
- Five months afterwards (13 February 1978) I was brought before a military judge of instruction for the fourth time and condemned as an «aid to subversion».
- They refused to say on what evidence the accusation was based, even to the official «counsel for the defence», Colonel Otto Gilomen, and all they could find to charge me with was «being part of an association».
- I told them that even this formulation was inadmissible, given that all the facts to which my dossier made referencere were none other than publicly known union

activity, such as the step made to register the Textile Workers' Congress, in accordance with decree 622 (which was not afterwards respected by the regime).

- The other activity consisted of the request made the police and the armed forces (army and air-force) for permission to hold the traditional 1st May meeting in 1974, as well as various positions taken up in the defence of the workers.
- The military «defence counsel» said that culp could plead that all the activity in which I had been involved in since 1973 in the service of the illegal Communist Party had been contrary to my knowledge. He added that my foreign voyages had «done me harm».
- I said that my travels, abroad were necessary to my union work, and were not, as they said, for «El Popular», the Communist Party paper.
- Instead of being released on 14 th June 1979, I was held until 8th November 1980.

An appeal by the National Convention of Uruguayan Workers, issued from inside the country on the 10th December 1980, following the categorical NO expressed by the Uruguayan people on the 30th November.

The fascist learnt nothing from these lessons given by the people and leaving the union problem and the fascist laws of professional association on ice, kept to their «chronogram» which led them to take the step of the plebiscite in an attempt to institutionalise their regime, their philosophy and all the atrocities they have committed.

They assumed that in the absence of organised parties such a fraud could be brought off. However, the struggle of the people, the opposition political parties and the committed students continued as they availed themselves of all possible opportunities to express themselves.

denied them - on the same radio by which the president's closing speech was relayed.

Since their disaster they speak of the clean elections and the of the rights and possibilities of expression were available to all. Lies.

The population should know that if the dictatorship did not avail themselves of the final act of fraud on the election day it was because they did not dare. The popular avalanche was too well-known and too powerful.

However, if this final fraud was impossible, this was not the case of the fraud practised beforehand by means of terror and fear, the persecution of politicians, the pressure on the press, radio and television, the prisons, and the traps set up until the last moment for the anti-regime militants.

Today the workers ranged under the N.C.U.W. flag recognise the significance of the «NO» given by our people.

The fascists continue to follow their «chronogram» and their dictatorship despite the rebuttal they received; the people, the workers and the anti-dictatorship parties, affirmed in their position, know they must continue to search for a real solution for our beloved country.

We can say that this is only the beginning of an even more important period of struggle.

The dictatorship that was repudiated is one which has brought misery - a hunger-salary which has halved in real value since 1971 -, wealth for a minority of financiers, sold the wealth of the country abroad, closed industries, has brought unemployment.

But now the people which showed it's opposition to the dictatorship will know how to organise itself to claim freedom for the imprisoned.

To reinforce the unity of the forces in opposition to the dictatorship.

To demand the return of those who are today in exile far from their country.

To cancel all banishments, all restriction orders and a solution to the problem of disappearances.

To demand a constitutional assembly with a popular base, which, in an atmosphere of genuine liberty as opposed to fascist military pronouncements, can forge the new Uruguay we want.

WORKERS AND PEOPLE OF URUGUAY: the N.C.U.W. today holds higher than ever the traditional watchword:

**UNITY, SOLIDARITY AND STRUGGLE.
THE NATIONAL CONVENTION OF
URUGUAYAN WORKERS.**

(C.N.T.)

Montevideo, 10 December 1980.

El derecho no se ejercita en una lección de la dignidad de nuestro pueblo, y también nosotros en un momento de la historia de nuestro país. El derecho no se ejercita en un momento de la historia de nuestro país, sino en un momento de la historia de nuestro pueblo.

Intervención de una política organizada que controla al plebiscito en el momento de la votación, y que se encarga de las partes plebiscitarias. En las elecciones, el plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo. El plebiscito es el momento de la historia de nuestro país, y el momento de la historia de nuestro pueblo.

In the unions discussion groups in which the masses analysed and defined their position developed. A few politicians favouring the «NO» vote took advantage of a television discussion to attack Bolentini and his followers and in the face of their criticisms the government representative was left speechless. They also held secret meetings with popular support (i.e. at the Cordon and Arizona cinemas; in the interior).

The «NO» was produced by the struggle. The dictatorship took their policy of refusing the no vote any publicity to the point where the possibility of a radio broadcast was

